RCS : PARIS
Code greffe : 7501

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de PARIS atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 1972 B 06410
Numéro SIREN : 722 064 102
Nom ou dénomination : ITM ENTREPRISES

Ce dépôt a été enregistré le 15/07/2019 sous le numéro de dépôt 63366

20190633662018

DATE DEPOT : 15/07/2019

N° DE DEPOT : 63366

N° GESTION : 1972B06410

N° SIREN : 722064102

DENOMINATION : ITM ENTREPRISES

ADRESSE : 24 rue Auguste Chabrières 75015 Paris

MILLESIME : 2018

Greffe du Tribunal
de commerce de Paris
Acte déposé le :
15 JUIL. 2019
Sous le N° 63366

ITM ENTREPRISES

Société par Actions Simplifiée au capital de 1.024.016 €
Siège social : 24 rue Auguste Chabrières – 75015 PARIS
722 064 102 R.C.S. PARIS

* *
*

DÉCISIONS DE L'ASSOCIÉ UNIQUE DU 12 JUIN 2019

Affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2018
décidée par l'Associé unique

DEUXIÈME RÉSOLUTION

L'Associé unique, sur la proposition du Président, décide d'affecter le bénéfice de l'exercice 2018, s'élevant à 133.469.848 € au poste « Autres réserves ».

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, nous vous rappelons qu'il n'a été distribué aucun dividende au titre des trois derniers exercices.

Pour extrait certifié conforme à l'original

Le Président
M. Christophe BANTQUIN



(1) **BILAN - ACTIF** DGFiP N° 2050 2019

Formulaire obligatoire (art. 53 A du Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise : ITM ENTREPRISES — Durée de l'exercice exprimée en nombre de mois* 12

Adresse de l'entreprise 0024 rue Auguste Chabrières 75015 Paris — Durée de l'exercice précédent* 12

Numéro SIRET* 7 2 2 0 6 4 1 0 2 0 0 0 0 2 2 — Néant ☐ *

			Brut 1		Amortissements, provisions 2	Exercice N clos le, 31/12/2018 Net 3
		Capital souscrit non appelé (I)	AA			
ACTIF IMMOBILISÉ*	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	Frais d'établissement *	AB	AC		
		Frais de développement *	CX	CQ	13 205	0
		Concessions, brevets et droits similaires	AF	AG	37 675 211	3 712 832
		Fonds commercial (1)	AH	AI		45 735
		Autres immobilisations incorporelles	AJ	AK	229 331 487	7 807 324
		Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles	AL	AM		
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	Terrains	AN	AO		4 137 790
		Constructions	AP	AQ	66 579 249	39 047 393
		Installations techniques, matériel et outillage industriels	AR	AS	45 892	161 169
		Autres immobilisations corporelles	AT	AU	915 232	447 319
		Immobilisations en cours	AV	AW		443 251
		Avances et acomptes	AX	AY		2 268
	IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES (2)	Participations évaluées selon la méthode de mise en équivalence	CS	CT		
		Autres participations	CU	CV	643 065 356	2 079 202 662
		Créances rattachées à des participations	BB	BC	661 113 244	2 256 126 445
		Autres titres immobilisés	BD	BE	2 605 724	10 507 660
		Prêts	BF	BG		585 860
		Autres immobilisations financières*	BH	BI	170 231	5 998 312
		TOTAL (II)	BJ	BK	1 641 514 831	4 408 225 819
ACTIF CIRCULANT	STOCKS *	Matières premières, approvisionnements	BL	BM		
		En cours de production de biens	BN	BO		
		En cours de production de services	BP	BQ		
		Produits intermédiaires et finis	BR	BS		
		Marchandises	BT	BU		
		Avances et acomptes versés sur commandes	BV	BW		112 135
	CRÉANCES	Clients et comptes rattachés (3)*	BX	BY	2 543 284	59 887 877
		Autres créances (3)	BZ	CA		60 187 723
		Capital souscrit et appelé, non versé	CB	CC		
	DIVERS	Valeurs mobilières de placement (dont actions propres :)	CI	CE		55 383
		Disponibilités	CF	CG		809 042 346
Comptes de régularisation		Charges constatées d'avance (3)*	CH	CI		890 851
		TOTAL (III)	CJ	CK	2 543 284	930 176 315
		Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)	CW			
		Primes de remboursement des obligations (V)	CM			
		Ecarts de conversion actif* (VI)	CN			
		TOTAL GÉNÉRAL (I à VI)	CO	1A	1 644 058 115	5 338 402 133

Renvois : (1) Dont droit au bail | (2) part à moins d'un an des immobilisations financières nettes CP | (3) Part à plus d'un an CR

Clause de réserve de propriété :* Immobilisations | Stocks : | Créances :

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

1er EXEMPLAIRE DESTINE A L'ADMINISTRATION

Cegid Group

(2) **BILAN - PASSIF avant répartition** DGFiP N° 2051 2019

Formulaire obligatoire (article 53 A du Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise ITM ENTREPRISES — Néant ☐ *

				Exercice N
CAPITAUX PROPRES	Capital social ou individuel (1)* (Dont versé : 1 024 016)		DA	1 024 016
	Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...		DB	
	Ecarts de réévaluation (2)* (dont écart d'équivalence EK)		DC	
	Réserve légale (3)		DD	102 402
	Réserves statutaires ou contractuelles		DE	288 190
	Réserves réglementées (3)* (Dont réserve spéciale des provisions pour fluctuation des cours B1)		DF	
	Autres réserves (Dont réserve relative à l'achat d'oeuvres originales d'artistes vivants* EJ)		DG	2 201 884 195
	Report à nouveau		DH	
	RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)		DI	133 469 848
	Subventions d'investissement		DJ	
	Provisions réglementées *		DK	69 250
	TOTAL (I)		DL	2 336 837 900
Autres fonds propres	Produit des émissions de titres participatifs		DM	
	Avances conditionnées		DN	
	TOTAL (II)		DO	
Provisions pour risques et charges	Provisions pour risques		DP	15 723 344
	Provisions pour charges		DQ	4 511 486
	TOTAL (III)		DR	20 234 830
DETTES (4)	Emprunts obligataires convertibles		DS	
	Autres emprunts obligataires		DT	715 810 717
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (5)		DU	984 314 487
	Emprunts et dettes financières divers (Dont emprunts participatifs EI)		DV	1 137 326 382
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		DW	
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés		DX	8 241 628
	Dettes fiscales et sociales		DY	11 375 850
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		DZ	5 001 119
	Autres dettes		EA	119 259 220
Compte régul.	Produits constatés d'avance (4)		EB	
	TOTAL (IV)		EC	2 981 329 403
	Ecarts de conversion passif*	(V)	ED	
	TOTAL GÉNÉRAL (I à V)		EE	5 338 402 133

RENVOIS				
(1)	Écart de réévaluation incorporé au capital		1B	
(2)	Dont	Réserve spéciale de réévaluation (1959)	1C	
		Ecart de réévaluation libre	1D	
		Réserve de réévaluation (1976)	1E	
(3)	Dont réserve spéciale des plus-values à long terme *		EF	
(4)	Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an		EG	1 698 109 401
(5)	Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP		EH	

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

1er EXEMPLAIRE DESTINE A L'ADMINISTRATION

Cegid Group

(3) **COMPTE DE RÉSULTAT DE L'EXERCICE (En liste)** DGFiP N° 2052 2019

Formulaire obligatoire (article 53 A du Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise : ITM ENTREPRISES — Néant ☐

			Exercice N					
			France		Exportations et livraisons intracommunautaires		Total	
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises*	FA		FB		FC		
	Production vendue biens *	FD		FE		FF		
	Production vendue services *	FG	167 117 456	FH	9 787 361	FI	178 904 817	
	Chiffres d'affaires nets *	FJ	167 117 456	FK	9 787 361	FL	176 904 817	
	Production stockée*					FM		
	Production immobilisée*					FN		
	Subventions d'exploitation					FO	4 300	
	Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges* (9)					FP	1 350 968	
	Autres produits (1) (11)					FQ	68 586 000	
	Total des produits d'exploitation (2) (I)					FR	246 848 086	
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises (y compris droits de douane)*					FS		
	Variation de stock (marchandises)*					FT		
	Achats de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane)*					FU		
	Variation de stock (matières premières et approvisionnements)*					FV		
	Autres achats et charges externes (3) (6 bis)*					FW	55 403 540	
	Impôts, taxes et versements assimilés*					FX	4 514 181	
	Salaires et traitements*					FY	11 355 027	
	Charges sociales (10)					FZ	6 059 407	
	DOTATIONS D'EXPLOITATION — Sur immobilisations – dotations aux amortissements*					GA	6 520 504	
	DOTATIONS D'EXPLOITATION — Sur immobilisations – dotations aux provisions*					GB		
	DOTATIONS D'EXPLOITATION — Sur actif circulant : dotations aux provisions*					GC	343 224	
	DOTATIONS D'EXPLOITATION — Pour risques et charges : dotations aux provisions					GD		
	Autres charges (12)					GE	300	
	Total des charges d'exploitation (4) (II)					GF	84 196 183	
1 - RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)						GG	162 649 903	
opérations en commun	Bénéfice attribué ou perte transférée* (III)					GH		
	Perte supportée ou bénéfiee transféré* (IV)					GI		
PRODUITS FINANCIERS	Produits financiers de participations (5)					GJ	112 135 067	
	Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (5)					GK	51 051	
	Autres intérêts et produits assimilés (5)					GL	223 308	
	Reprises sur provisions et transferts de charges					GM	118 525 954	
	Différences positives de change					GN	195	
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement					GO	202 875	
	Total des produits financiers (V)					GP	231 138 451	
CHARGES FINANCIERES	Dotations financières aux amortissements et provisions*					GQ	155 437 223	
	Intérêts et charges assimilées (6)					GR	66 032 785	
	Différences négatives de change					GS	16 792	
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement					GT		
	Total des charges financières (VI)					GU	221 486 800	
2 - RÉSULTAT FINANCIER (V - VI)						GV	9 651 651	
3 - RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV + V - VI)						GW	172 301 554	

(RENVOIS : voir tableau n° 2053) * Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

1er EXEMPLAIRE DESTINE A L'ADMINISTRATION

Cegid Group

(4) **COMPTE DE RÉSULTAT DE L'EXERCICE (suite)** — DGFiP N° 2053 2019

Formulaire obligatoire (article 53 A du Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise ITM ENTREPRISES — Néant ☐ *

			Exercice N
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Produits exceptionnels sur opérations de gestion	HA	3 240 499
	Produits exceptionnels sur opérations en capital *	HB	187 880
	Reprises sur provisions et transferts de charges	HC	45 628 636
	Total des produits exceptionnels (7) (VII)	HD	49 037 015
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Charges exceptionnelles sur opérations de gestion (6 bis)	HE	8 403 170
	Charges exceptionnelles sur opérations en capital *	HF	3 746 756
	Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions (6 ter)	HG	7 079 008
	Total des charges exceptionnelles (7) (VIII)	HH	19 228 933
4 - RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)		HI	29 808 081
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX)		HJ	303 794
Impôts sur les bénéfices * (X)		HK	68 335 993
	TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)	HL	527 021 552
	TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)	HM	393 551 704
5 - BÉNÉFICE OU PERTE (Total des produits - total des charges)		HN	133 469 848

RENVOIS

(1)	Dont produits nets partiels sur opérations à long terme	HO	
(2) Dont	produits de locations immobilières	HY	
	produits d'exploitation afférents à des exercices antérieurs (à détailler au (8) ci-dessous)	1G	
(3) Dont	– Crédit-bail mobilier *	HP	
	– Crédit-bail immobilier	HQ	
(4)	Dont charges d'exploitation afférentes à des exercices antérieurs (à détailler au (8) ci-dessous)	1H	
(5)	Dont produits concernant les entreprises liées	1J	
(6)	Dont intérêts concernant les entreprises liées	1K	
(6bis)	Dont dons faits aux organismes d'intérêt général (art.238 bis du C.G.I.)	HX	
(6ter)	Dont amortissements des souscriptions dans des PME innovantes (art. 217 octies)	RC	
	Dont amortissements exceptionnel de 25% des constructions nouvelles (art. 39 quinquies D)	RD	
(9)	Dont transferts de charges	A1	74 350
(10)	Dont cotisations personnelles de l'exploitant (13)	A2	
(11)	Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (produits)	A3	
(12)	Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (charges)	A4	
(13)	Dont primes et cotisations complémentaires personnelles : facultatives A6	obligatoires A9	

(7) Détail des produits et charges exceptionnels joindre en annexe) : *(Si le nombre de lignes est insuffisant, reproduire le cadre (7) et le*

	Exercice N Charges exceptionnelles	Produits exceptionnels
OPPOSITION ADM	180	
PENALITES RETARD TVA CONSO	259 672	
CREANCES IRRECOUVRABLES	3 996	
REGULARISATION CLIENTS GROUPE	38 352	891
REGULARISATION CLIENTS PDV	151 725	1 312

(8) Détail des produits et charges sur exercices antérieurs :

	Exercice N Charges antérieures	Produits antérieurs

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

1er EXEMPLAIRE DESTINE A L'ADMINISTRATION

Cegid Group

ETAT ANNEXE à : 4 - COMPTE DE RESULTAT DE L'EXERCICE (Suite)

N° 2053

1/1

Désignation

ITM ENTREPRISES

Détail produits et charges exceptionnels

	Charges	Produits
IND TRANSAC CHLOSIM	1 850	
HUISSIER ITM LI	309	
MAGNIOLA SOLDE CCT	980	
IND TRANSAC CHEDEMAIL	50 000	
CARPA RAIFFEISEN	14 000	
IND TRANSAC DAUSSANGE	150 000	
CARPA CEBRIMAIN	40 356	
IND TRANSAC FRANC	100 000	
GARANTIE PRET PHILO	650 869	
IND TRANSAC MIZZON	90 000	
IND TRANSAC VALLET	160 000	
GARANTIE PRET LEFARNIER	500 999	
CARPA PDV LOGNES	700 000	
IND TRANSAC SYJAC	3 588	
IND TRANSAC FARSY-LOUVET	200 000	
URSSAF CANLY ITM LI	53 157	
IND TRANSAC CEGILEX	20 000	
SOLDE RISTOURNE BRED 2015	1 375 000	
SOLDE CPTES SUITE ARBITRAGE	3 837 812	779 644
REGUL CTS	11	16
REGUL CCT ET DIVERS	314	
VNC CESSIONS TITRES PARTICIPATIONS ET IMMOS	3 746 756	
AMORT DEROGATOIRES	182	
DOT PROV RISQUES CCT	7 078 825	
RBT CE FRAIS		142
RCHE BNP SECURITIES		1 826
RCHE CESSIONS		14 766
CESSION MARQUE INTEREX		350 000
CESSION SODEMERCA - SOLDE CCT		1 880 000
RCHE SYJAC		52 800
CHQE NON DEBITE ANTERIEUR 2018		709
CARPA DLP		5 500
RCHE MARCIS IND TRANSAC		46 000
ITM LAI RBT URSSAF ITM LI		101 892
REGUL EXTOURNVE BAE		5 000
PDTS CESSION TITRES GROUPE		22 260
PDTS CESSION TITRES PDV		4 737
PDTS CESSION TITRES HG		2 478
BONI LIQUIDATION SODEMERCA		37 111
BONI LIQUIDATION NEPALI		101 294
REP PROV RISQUES CCT		45 628 636

Cegid Group

ITM ENTREPRISES
N° Siren 722064102
24 rue Auguste Chabrières 75015 Paris

ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS

EXERCICE CLOS LE 31 décembre 2018

Note 1 : Faits marquants et événements postérieurs à la clôture

ITM ENTREPRISES a accordé des abandons de créances financiers au 31/12/2018 en faveur des sociétés suivantes :

- ITM CENTRE EST	284 K€
- ITM CENTRE OUEST	333 K€
- ITM EST	11 420 K€
- ITM RP	5 792 K€
- ITM RESTAURATION	917 K€

Un nouvel emprunt obligataire a été souscrit en janvier 2018 pour 150 M €.

Un nouvel emprunt a été souscrit en février 2018 pour 100 M€ auprés de la BNP.

Un nouvel emprunt a été souscrit en juin 2018 pour 100 M€ auprés de HSBC.

ITM ENTREPRISES a participé en 2018 à l'augmentation de capital via des apports en numéraire en faveur des sociétés suivantes :

- ITMP Portugal	67 000 K€
- SPR EM NPEO	360 K€
- SPR EM CESE	180 K€
- SPR AUTOMOBILE	92 K€
- ITM POLSKA	31 407 K€
- CDE France	30 000 K€

ITM ENTREPRISES a participé en 2018 à l'augmentation de capital via diminution des comptes courants en faveur des sociétés suivantes :

- ITM RESTAURATION	2 010 K€
- DEVAL	3 050 K€
- ITM AUTOMOBILE	3 000 K€
- INNOVATION DEV.(EX COPPA MG)	5 494 K€
- IMMOS MOUSQUETAIRES	24 000 K€
- ITM PARTICIPATIONS	99 999 K€
- ITM NOUVELLES REGIONS	50 K€
- ALPHA LYRAE	7 990 K€
- CSP DU PARC	1 000 K€
- ITM PROXI (EX NACAL)	12 K€
- NEPALI	521 K€

La Société Civile des Mousquetaires, en sa qualité de société de tête du Groupe d'intégration fiscale, a reçu, suite au contrôle fiscal de sa filiale ITM Entreprises portant sur la période 2012-2014, un avis de mise en recouvrement en matière d'impôt sur les sociétés. La société conteste ce redressement et a décidé de poursuivre la procédure de contentieux déjà en cours.

Note 2 : Principes et méthodes comptables

1. Principes généraux

ITM ENTREPRISES a été constituée sous la forme d'une Société par actions simplifiée unipersonnelle.

Les états financiers ont été établis en conformité avec les principes généraux d'établissement et de présentation des comptes définis par le code de commerce et le règlement de l'ANC n°2014-03 du 05 juin 2014.

Les textes comptables relatifs à la définition, l'évaluation, la comptabilisation, l'amortissement et la dépréciation des actifs (C.R.C 2002-10, 2003-07 et 2004-06 complétés par les avis du Comité d'Urgence du C.N.C 2003-E et 2006-D) sont appliqués depuis le 1er janvier 2005.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux règles d'établissement et de présentation des comptes annuels et aux hypothèses de base suivantes :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

L'exercice a une durée de 12 mois.

Sauf indication contraire, les informations chiffrées contenues dans cette annexe sont présentées en milliers d'euros.

Changement de règles et méthodes comptables

Au cours de l'exercice, aucun changement de méthode n'est intervenu, par conséquent les exercices sont comparables sans retraitement.

Opérations commerciales en devises

Chiffres d'affaires

Les ventes en devises sont enregistrées en chiffre d'affaires au cours du jour de la vente. L'effet de couverture est, le cas échéant, comptabilisé dans le même compte de chiffres d'affaires.

Dettes et créances commerciales, disponibilités

Les dettes, créances et disponibilités libellées en devises sont converties en fin d'exercice à leur cours de clôture.

Les différences de conversion résultant de la réévaluation des créances et dettes en devises au cours de clôture sont inscrites au bilan en « écart de conversion actif » lorsqu'il s'agit d'une perte latente et en « écart de conversion passif » lorsqu'il s'agit d'un gain latent. Les écarts de conversion actifs font l'objet d'une provision à concurrence du risque non couvert.

Les écarts de conversion résultant de la réévaluation des disponibilités sont portés au compte de résultat, sauf si les disponibilités entrent dans une relation de couverture. Dans ce cas, les écarts de conversion sont inscrits au bilan et suivent les principes de la comptabilité de couverture.

Les écarts de conversion des dettes et créances d'exploitation (provisionnés ou réalisés) sont comptabilisés en résultat d'exploitation. Les écarts de conversion des dettes et créances financières (provisionnés ou réalisés) sont comptabilisés en résultat financier.

2. Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont enregistrées, à l'actif du bilan, à leur coût d'acquisition.

Amortissements

Les immobilisations sont amorties selon le mode linéaire ou dégressif sur les durées d'utilité prévisionnelles suivantes :

	Durée Moyenne
Surcoûts	10 ans
Autres immobilisations incorporelles	1 à 5 ans

- En application des dispositions de l'article 21-3 du PCG, nous avons estimé que nos fonds commerciaux n'ont pas de durée limitée et à ce titre, ils ne sont pas amortis

Un amortissement dérogatoire, classé au bilan en provisions réglementées, est constaté en complément à chaque fois que les durées fiscales admises sont inférieures aux durées d'utilisation.

Cas particulier des malis techniques affectés en droit au bail
Les malis affectés suivent les mêmes règles d'amortissement et de dépréciation que l'actif sous-jacent auxquels ils ont été affectés.

Cas particulier des surcoûts

Lors de l'acquisition de titres de points de vente destinés à être recédés, la différence entre le prix d'acquisition des titres et leur valeur calculée selon les normes d'évaluation propres au Groupement des Mousquetaires est assimilée à un surcoût et comptabilisée en autres immobilisations incorporelles. En cas de revente du point de vente dans les 2 ans, la valeur calculée est remplacée par le prix de cession des titres détenus, qui est assimilée à une valeur de marché. Le surcoût est donc susceptible d'être modifié dans ce cas.

Les surcoûts sont amortis linéairement, prorata temporis fin de mois, sur 10 ans depuis le 01/01/2018.

Jusqu'au 31 décembre 2017, ils étaient amortis sur seulement 5 ans. Des analyses ont été menées sur les actifs sous-jacents économiques qui ont été étudiés selon différentes méthodes. Ces analyses ont conclu a une durée de vie comprise entre 8.7 et 10 ans.

Par application du réglement ANC 2018-01 du 20 avril 2018, le groupe a choisi de modifier la durée d'amortissement de façon prospective au titre du changement d'estimation pour la porter à 10 ans.

3. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont enregistrées au coût d'acquisition incluant le prix d'achat, les frais accessoires et les frais d'acquisition comme préconisé dans la méthode de référence.

Cas particulier des malis techniques affectés en terrain

Pour les sociétés immobilières, la totalité des malis est affectée sur les terrains dans la mesure où l'emplacement est le principal élément constitutif de la valeur d'un point de vente et non pas la structure du bâtiment.

Amortissements

Les immobilisations sont amorties selon le mode linéaire ou dégressif sur les durées d'utilité prévisionnelles suivantes :

	Durée Moyenne
Constructions	Selon composants
Agencements des constructions	10 à 15 ans
Installations techniques	3 à 20 ans
Matériel de transport	3 à 5 ans
Matériel de bureau	4 à 10 ans
Matériel informatique	2 à 4 ans

Durée d'amortissement par composants :

- Composants identifiés au sein des actifs immobiliers correspondant à du 1er œuvre :

Terrassement et infrastructures	25 ans linéaire
Gros œuvre, dallage et maçonnerie, réseaux enterrés et sols	30 ans linéaire
Charpente	20 ans linéaire
Couverture	15 ans linéaire
Bardage et panneaux isolants	20 ans linéaire

- Composants identifiés au sein des actifs immobiliers correspondant à du 2nd œuvre :

Transformateur	10 ans linéaire
Menuiseries métalliques	15 ans linéaire
Détection et extinction incendie	10 ans linéaire
Électricité	10 ans linéaire
Plomberie et chauffage	10 ans linéaire
Cloisons et menuiserie bois	10 ans linéaire
Aménagement de décoration	10 ans linéaire
Couche de roulement voirie	10 ans linéaire

Un amortissement dérogatoire, classé au bilan en provisions réglementées, est constaté en complément à chaque fois que les durées fiscales admises sont inférieures aux durées d'utilisation.

Dépréciations

A la clôture de l'exercice, un test de dépréciation est réalisé pour les actifs détenus depuis au moins deux ans. Ce test consiste à comparer la valeur nette comptable de l'immeuble, terrain, et mali technique éventuel inclus, à sa valeur actuelle.

La valeur actuelle est déterminée selon les méthodes suivantes par ordre de priorité :

- Prix de cession inclus dans une promesse de vente ;
- Valeur déterminée par une société d'expertise immobilière au cours des trois dernières années ;
- Valeur de rendement déterminée en fonction des revenus générés par l'actif et de son taux de rendement attendu (entre 6 et 10%).

En cas de moins-value supérieure à deux ans de dotations aux amortissements, une dépréciation de l'actif est comptabilisée en priorité sur le mali technique de fusion, puis au prorata des valeurs nettes comptables du terrain et de la construction.

4. Immobilisations financières

Titres de participation

Les titres de participation sont évalués au prix d'acquisition ou à la valeur d'entrée lorsqu'il s'agit d'une souscription au capital d'une (nouvelle) filiale.

Les frais d'acquisition des titres sont comptabilisés en immobilisations et sont rapportés en résultat de façon linéaire sur une durée 5 ans par la constitution de provisions réglementées.

Cas particulier des titres de Point de Vente

Les titres de participation sont composés des prises de participation d'au moins 10% d'une société, et sont enregistrés à leur prix d'acquisition minorée d'un surcoût, qui correspond à la différence entre le prix d'acquisition des titres et la valeur calculée selon les normes d'évaluation propres au Groupement des Mousquetaires.

Cas particulier des malis techniques affectés en titres:

A compter du 1er janvier 2016 et conformément aux règles comptables applicables au mali technique de fusion fixées par le règlement n° 2015-06 du 23 novembre 2015, modifiant le règlement n° 2014-03 de l'Autorité des normes comptables relatif au Plan comptable général, les malis de fusion sont affectés aux actifs sous-jacents. Certains ont été ainsi reclassés en titres de participation.

Créances rattachées aux participations et prêts

La rubrique « créances rattachées à des participations » comprend l'ensemble des créances financières détenues sur les sociétés avec lesquelles il existe un lien de participation, que ces créances aient fait l'objet d'un accord prévoyant explicitement les échéances de remboursement ou qu'il s'agisse de montants inscrits en comptes courants susceptibles d'évoluer en fonction de la trésorerie des sociétés concernées.

La rubrique « prêts » est constituée des créances sur des sociétés ayant donné lieu à la mise en place d'un plan d'étalement de règlement des dus ou d'avances versées dans le cadre d'acquisitions de points de vente à venir.

Titres immobilisés

Il s'agit de titres que la société a l'intention de conserver durablement. Ils sont représentatifs de parts de capital ou de placements à long terme mais contrairement aux titres de participations leur détention n'est pas jugée utile à l'activité de la détentrice. Les titres immobilisés sont enregistrés à leur coût d'acquisition.

Dépréciation des actifs financiers

Les dépréciations des titres de participation sont déterminées par comparaison du coût d'acquisition figurant à l'actif du bilan et de la quote-part de capitaux propres réévalués détenus. Une dépréciation est dotée lorsque la valeur comptable des titres est supérieure à la quote-part de capitaux propres réévalués détenus. Elle varie d'année en année en fonction du résultat net dégagé par la filiale.

Les dépréciations des créances rattachées à des participations sont constatées à hauteur de la quote-part de capitaux propres négatifs détenus, le cas échéant.

En cas d'insuffisance des créances rattachées à des participations par rapport à la quote-part de capitaux propres négatifs détenus, un complément de dépréciation est doté selon l'ordre suivant : prêts, créances clients puis provision pour risques si besoin.

Il existe différentes exceptions au principe général de dépréciation des immobilisations financières :

- *Filiales immobilières de moins de deux ans*

La régle groupe veut qu'aucune provision ne soit comptabilisée sur les titres de sociétés immobilières avant un délai de deux ans sauf évènements exceptionnels (arrêt de la filiale...).

- *Sociétés disposant d'un patrimoine immobilier*

Les capitaux propres des filiales disposant d'un patrimoine immobilier (en propre ou en crédit-bail) sont réévalués.

La valorisation de ces actifs immobiliers peut être fondée sur des expertises immobilières récentes ou estimée sur la base d'une valeur de rendement.

- La filiale possède un patrimoine immobilier en propre :

La situation nette réévaluée est obtenue en substituant à la valeur nette comptable des biens immobiliers (y compris l'éventuel mali technique affecté) leur valeur réelle. Une plus ou moins-value est ainsi dégagée.

- La filiale possède un patrimoine immobilier financé par crédit-bail :

Dans ce cas, il est tenu compte à l'actif de la valeur réelle des biens immobiliers et au passif de la dette financière correspondante à hauteur du capital restant dû majoré le cas échéant du prix de levée d'option et du droit au bail.

- Cas d'une société holding :

Les capitaux propres d'une société holding détenant des titres de sociétés immobilières sont réévalués de la même façon : les capitaux propres des filles sont réévalués comme indiqué ci-dessus et la valeur ainsi obtenue se substitue à la valeur nette comptable des titres de participation inscrite à l'actif du bilan de la mère.

Pour les filiales constituées sous forme de SNC, les statuts prévoient dans certaines conditions une affectation automatique des résultats (bénéfice ou perte). Dans ce cas, aucune dépréciation n'est comptabilisée même si les résultats de ces filiales sont fortement déficitaires.

5. Clients et comptes rattachés

Les créances sont inscrites pour leur valeur nominale.

Une dépréciation est constituée pour les clients représentant des risques de non recouvrement.

6. Trésorerie

Les valeurs mobilières de placement ont été valorisées à leur coût d'acquisition, ou à leur valeur économique si cette dernière lui est inférieure. Les moins-values potentielles font l'objet de provisions.

7. Provisions

Une provision est constatée en présence d'une obligation devant engendrer une sortie de ressources au bénéfice d'un tiers, sans contrepartie équivalente attendue de celui-ci.

L'obligation peut être d'ordre légal, réglementaire ou contractuel, ou être implicite.

8. Fiscalité

TVA

Depuis le 1er janvier 2013, la société appartient au groupe d'intégration de TVA dont la société mère est ITM Entreprises en application du décret n° 2012-239 du 20 février 2012 relatif aux modalités d'application du régime optionnel de consolidation au sein d'un groupe du paiement de la taxe sur la valeur ajoutée et des taxes assimilées.

Impôts sur les bénéfices

L'impôt comptabilisé correspond à l'impôt exigible. Aucun impôt différé n'est comptabilisé.

Depuis le 1er janvier 2011, la société fait partie du Groupe Fiscal constitué par la Société Civile des Mousquetaires en application de l'Article 223-A et suivant du Code Général des Impôts.

La convention signée prévoit la disposition suivante « La centralisation des impôts sur la Société Mère ne devant ni léser, ni avantager les Sociétés Filiales, il a été décidé d'organiser les relations entre la Société Mère et les Sociétés Filiales de telle sorte que ces dernières se trouvent dans une situation comparable à celle qui aurait été la leur si elles étaient restées imposées séparément. »

Un avenant à la convention d'intégration, entré en application sur l'exercice 2016, a toutefois introduit une dérogation temporaire aux principes généraux et réalloue aux filiales ayant bénéficié d'un abandon ou d'une subvention à caractère financier, la part de l'économie d'impôt réalisée par le groupe fiscal sur la neutralisation de cet abandon, plafonné à hauteur de l'impôt dû par chaque fille concernée. En cas de déneutralisation ultérieure au sein de l'intégration, cette réallocation partielle du boni d'intégration devra être restituée par la fille.

CICE et autres crédits d'impôts

L'entreprise bénéficie du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi calculé conformément à l'article 244 quater C du CGI aux taux de 6 %. Ce montant est comptabilisé au crédit d'un sous-compte dédié du compte 64 « Charges de personnel » .

9. Engagements hors bilan

Engagements de retraite

Les engagements relatifs aux engagements de retraite sont estimés selon la méthode prospective des unités de crédits projetées qui prend notamment en compte la probabilité de maintien du personnel dans la société jusqu'à sa retraite, l'évolution future de la rémunération et un taux d'actualisation reflétant le taux de rendement à la date du bilan des obligations émises par des émetteurs privés de premier rang.

HYPOTHESES ACTUARIELLES

Hypothèses	Valeurs proposées pour l'évaluation au 31/12/2018	Valeurs proposées pour l'évaluation au 31/12/2017
Date de l'évaluation	31/12/2018	31/12/2017
Taux d'inflation	Inclus dans les autres paramètres	Inclus dans les autres paramètres
Taux d'actualisation	1,75%	1,75% - Sensibilité 1,5%
Profil de carrière	Cadres : 2,%	Cadres : 2%
	AGM : 1,5%	AGM : 1,5%
	Employés : 1,%	Employés : 1%
Taux de charges sociales	CAD : 50%	CAD : 50%
	AGM : 50%	AGM : 50%
	EMP : 41%	EMP : 41%
Dérive des montants (médailles définies en euros)	2,00%	2,00%
Age de début de carrière	CAD : 22 ans	CAD : 22 ans
	AGM : 20 ans	AGM : 20 ans
	EMP : 20 ans	EMP : 20 ans
Table de mortalité	INSEE 2012-2014 (Homme) INSEE 2012-2014 (Femme)	INSEE 2010-2012 (Homme) INSEE 2010-2012 (Femme)
Age de départ à la retraite	CAD : 65 ans	CAD : 65 ans
	AGM : 63 ans	AGM : 63 ans
	EMP : 63 ans	EMP : 63 ans
Table de turnover	CAD : table TO - CAD (fonction de l'âge)	CAD : table TO - CAD (fonction de l'âge)
	AGM : table TO - AGM (fonction de l'âge)	AGM : table TO - AGM (fonction de l'âge)
	EMP : table TO - EMP (fonction de l'âge)	EMP : table TO - EMP (fonction de l'âge)
Modalité de départ :	Départ volontaire	Départ volontaire

Instruments financiers

Les principaux engagements financiers donnés existant à la clôture de l'exercice sont indiqués dans le tableau ci-après :

Nature des engagements	Montant (en M€)
Redevances de crédit-bail restant à courir	0
Cautions accordées aux filiales	381,2
Cautions contre garanties auprès des banques	1,5
Autres garanties données à des tiers	18,0

Les principales cautions accordées aux filiales concernent :

- 362,2 M€ pour SCA Pétroles,
- 19 M€ pour MANSARD BAILLET,

La principale caution contregarantie auprès des banques concernées :

- 1,5 M€ auprès de la SG

AUTRES

Nantissement d'espèces constituées par ITM Entreprises au profit de la BANQUE CHABRIERES et de sa filiale CENTRAL EXPANSION, en garantie des engagements souscrits ou à souscrire par ITM Entreprises, ses filiales directes ou indirectes, les points de vente et les Mousquetaires à l'égard de la BANQUE CHABRIERES et CENTRAL EXPANSION, à hauteur de 16 M€.

Convention de gage-espèces au profit de CA-CIB en garantie des opérations «import» de CASA POR à hauteur de 2 M€.

Instruments de couverture

De par son activité de financement pour le compte des filiales amont du Groupement, ITM Entreprises est exposé à un risque inhérent de taux d'intérêt. Ce risque de taux sur son endettement à taux variable est géré en utilisant des instruments financiers dérivés (swaps prêteurs taux variable – emprunteurs taux fixe). La comptabilisation s'effectue en charges financières.

Les principales caractéristiques des opérations en vie au 31 décembre 2018 sont les suivantes :

Banque	Notionnel	Échéance
SG	100 000	Juillet 2020
CA CIB	100 000	Juillet 2020
TOTAL	**200 000**	

10. Autres informations

Les comptes de la société ITM ENTREPRISES sont consolidés selon la méthode de l'intégration globale au sein de la société S.A.S. Les Mousquetaires, dont l'établissement principal est 1 Allée Des Mousquetaires 91070 Bondoufle, immatriculée au RCS Paris sous le numéro 789 169 323.

Note 3 : Notes sur le bilan

1. Immobilisations incorporelles

Variation des valeurs brutes

Données en k€	Montant au 31/12/2017	Acquisitions	Sorties et Autres flux	Montant au 31/12/2018
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement	13			13
Concessions, brevets	40 676	1	-711	41 388
Autres immobilisations incorporelles	236 581		7 204	229 377
Immobilisations incorporelles en cours	1 255	7 260	707	7 807
Avances et acomptes incorporels				
Total	**278 525**	**7 261**	**7 200**	**278 586**

Variation des amortissements et dépréciations

Données en k€	Montant au 31/12/2017	Acquisitions	Reprises Autres flux	Montant au 31/12/2018
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement	9	4		13
Concessions, brevets	35 380	2 295		37 675
Autres immobilisations incorporelles	236 535		7 204	229 331
Total	**271 924**	**2 299**	**7 204**	**267 019**

2. Immobilisations corporelles

Variation des valeurs brutes

Données en k€	Montant au 31/12/2017	Acquisitions	Sorties et Autres flux	Montant au 31/12/2018
Terrains (dont mali techniques) et agencements des terrains	4 138			4 138
Constructions	97 398		-8 229	105 627
Constructions sur sol d'autrui				
Installations et agencements	207			207
Matériel de transport				
Autres immobilisations corporelles	1 061	19	-283	1 363
Immobilisations corporelles en cours	2 260	6 693	8 510	443
Avances et acomptes corporels	520		518	2
Total	**105 584**	**6 712**	**516**	**111 780**

Variation des amortissements et dépréciations

Données en k€	Montant au 31/12/2017	Acquisitions	Reprises Autres flux	Montant au 31/12/2018
Terrains et agencements				
Constructions	62 428	4 151		66 579
Constructions sur sol d'autrui				
Installations et agencements	25	21		46
Matériel de transport				
Autres immobilisations corporelles	867	48		915
Total	**63 320**	**4 220**		**67 540**

3. Immobilisations financières

Variation des immobilisations financières

Données en k€	Montant au 31/12/2017	Acquisitions	Augment. Capital	Sorties Autres flux	Montant au 31/12/2018
Titres de participation	2 449 820	129 065	147 127	3 744	2 722 268
Créances rattachées à des participations	2 774 965	633 565	-147 127	382 057	2 879 346
Intérêts sur créances rattachées	40 815	0	0	2 921	37 894
Autres titres immobilisés	12 101	1 014	0	2	13 113
Prêts	1 415	0	0	829	586
Dépôts et cautionnements	2 010	0	0	0	2 010
Autres immobilisations financières	4 172	60	60	73	4 159
Total	**5 285 298**	**763 704**	**0**	**389 626**	**5 659 376**

Dépréciations des immobilisations financières

Données en k€	Montant au 31/12/2017	Dotations	Reprises Autres flux	Montant au 31/12/2018
Titres de participation	496 957	147 411	1 303	643 065
Créances rattachées à des participations	755 445	5 581	99 913	661 113
Autres titres immobilisés	187	2 419	0	2 606
Prêts				
Autres immobilisations financières	170	0	0	170
Total	**1 252 759**	**155 411**	**101 216**	**1 306 954**

Échéances des créances financières

Données en k€	Montant au 31/12/2018	Echéance à moins d'un an	Echéance à plus d'un an
Créances rattachées à des participations	2 917 240	2 917 240	
Prêts	586	586	
Autres immobilisations financières	6 169	4 160	2 009
Total	**2 923 994**	**2 921 986**	**2 009**

4. Actif circulant

Échéances des créances d'exploitation

Données en k€	Montant au 31/12/2018	Echéance à moins d'un an	Echéance à plus d'un an
Clients et comptes rattachés	62 431	62 431	
Personnel et comptes rattachés	12	12	
Etat, autres collectivités	303	303	
Groupe et Associés	33 724	33 724	
Autres débiteurs	26 149	26 149	
Total	**122 619**	**122 619**	

Les comptes courants groupe se composent du compte d'intégration de la TVA pour 34 102 k€.

Les autres débiteurs sont constitués principalement d'avoirs foumisseurs pour 25 389 K€ et de débiteurs divers pour 758 K€.

Dépréciations des créances d'exploitation

Données en k€	Montant au 31/12/2017	Dotations	Reprises Autres flux	Montant au 31/12/2018
Clients et comptes rattachés	2 948	343	748	2 543
Autres créances	529		529	
Total	**3 477**	**343**	**1 277**	**2 543**

Produits à recevoir inclus dans les créances d'exploitation

Données en k€	Montant au 31/12/2018
Avances et acomptes versés sur commandes	0
Avoir à recevoir	606
Facture à établir	19 203
Autres produits à recevoir	102
Créances rattachées à des participations	37 894
Créances rattachées à des immobilisations financières	62
Total	**57 877**

5. Trésorerie

Données en k€	Montant au 31/12/2018	Montant au 31/12/2017
Disponibilités	809 042	633 410
VMP	55	55
Total	**809 098**	**633 466**

6. Charges constatées d'avance

Les charges constatées d'avance de 891 k€ sont principalement composées des charges suivantes :

- PRESTATIONS SERVICES 98
- ASSURANCE 328
- DOCUMENTATION 44
- HONORAIRES 69
- PRESTATIONS INFORMATIQUE 192
- COMMISSIONS BANCAIRES 43

7. Capitaux propres

Le capital social est constitué de 64 001 actions ordinaires d'une valeur nominale de 16 euros au 31 décembre 2018.

La société est contrôlée directement à hauteur de 100 % par la SCM.

Les capitaux propres ont évolué comme suit au cours de l'exercice :

Données en k€	Montant au 31/12/2017	Affectation résultat2017	Résultat 2018	Autres variations	Montant au 31/12/2018
Capital social	1 024				1 024
Primes d'émission, de fusion, d'apport...					
Écarts de réévaluation					
Réserve légale	102				102
Autres réserves	2 148 518	53 654			2 202 172
Report à nouveau					
Résultat de l'exercice	53 654	-53 654	133 470		133 470
Total	**2 203 298**	**0**	**133 470**		**2 336 768**

8. Provisions

Provisions Réglementées

Données en k€	Montant au 31/12/2017	Dotations	Reprises	Montant au 31/12/2018
Provision pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires	69	0	0	69
Autres				
Total	**69**	**0**	**0**	**69**

Les provisions réglementées correspondent à l'amortissement fiscal des frais d'acquisition des titres.

Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges ont évolué comme suit au cours de l'exercice :

Données en k€	Montant au 31/12/2017	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Montant au 31/12/2018
Provisions pour litiges	54 273	7 079	285	45 344	15 723
Provisions pour garanties données aux clients					
Provisions pour pertes sur marché à terme					
Provisions pour amendes et pénalités					
Provisions pour pertes de change					
Provisions pour pensions et obligations similaires					
Provisions pour impôts					
Provisions pour renouvèlement des immobilisations					
Provisions pour gros entretien et grandes révisions					
Autres provisions pour risques et charges	21 796	25	17 309	0	4 512
Total	**76 069**	**7 104**	**17 594**	**45 344**	**20 235**

Dont dotations et reprises d'exploitations = 0.

Dont dotations et reprises financières pour respectivement 25 K€ et 17 309 K€.

Dont dotations et reprises exceptionnelles pour respectivement 7 079 K€ et 45 629 K€.

9. Dettes

Dettes financières
Echéances des dettes

Données en k€	Montant au 31/12/2018	Echéance à moins d'un an	Echéance comprise entre un et cinq ans	Echéance supérieure à 5 ans
Emprunts obligataires	715 811	5 611	560 200	150 000
Emprunts auprès des établissements de crédit	984 314	412 756	571 528	0
Dépôt et cautionnement	1 492	0	0	1 492
Dettes rattachées à des participations	659 098	659 098	0	
Autres dettes financières	476 865	476 865	0	
Découverts bancaires	21	21	0	
Total	**2 837 601**	**1 554 351**	**1 131 728**	**151 492**

Pour l'élaboration du tableau ci-dessus il a été considéré que les dettes financières avec les entreprises liées qui figurent sous la rubrique « Emprunts et dettes financières divers » étaient à moins d'un an dans tous les cas où il n'existe pas d'accord relatif aux dates de remboursement.

Autres dettes
Echéances des dettes

Données en k€	Montant au 31/12/2018	Echéance à moins d'un an	Echéance comprise entre un et cinq ans	Echéance supérieure à 5 ans
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	8 242	8 242		
Dettes groupe	118 924	118 924		
Dettes fiscales et sociales	11 376	11 376		
Dettes sur immobilisations	5 001	5 001		
Autres dettes	335	335		
Total	**143 878**	**143 878**		

Les dettes groupe sont constituées principalement du compte courant d'intégration fiscale pour 61 770 k€ et du compte courant de TVA pour 56 920 k€

Les autres dettes sont constituées principalement des dettes fournisseurs.

Charges à payer dans les dettes

Données en k€	Montant au 31/12/2018
Emprunts et dettes financières	11 622
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 569
Dettes fiscales et sociales	3 130
RRR/avoirs a établir clients	132
Fournisseurs FNP immos incorp	16
Total	**17 469**

Note 4 : Notes sur le compte de résultat

1. Résultat d'exploitation

Analyse du chiffre d'affaires par nature

Données en k€	Montant au 31/12/2018	Montant au 31/12/2017
Prestations de services	163 025	156 074
Refacturations	13 880	16 333
Total	**176 905**	**172 407**

Analyse des autres achats et charges externes

Données en k€	Montant au 31/12/2018	Montant au 31/12/2017
Autres achats	-5 709	-6 051
Sous-traitance	0	1
Crédit-bail, locations et charges de copropriété	-899	-1 359
Entretiens et réparations	-173	-310
Assurances	-689	-444
Etudes, recherches et documentations	-306	-451
Personnel extérieur à l'entreprise	-65	-374
Rémunération d'intermédiaires et honoraires	-13 466	-13 300
Publicité, publication et relations publiques	-293	-147
Transports	-11	-14
Déplacements	-2 376	-1 332
Frais postaux et de télécommunications	-86	-232
Services bancaires	-2 859	-3 183
Divers	-28 472	-151 636
Total	**-55 404**	**-178 831**

2. Résultat financier

Données en k€	Montant au 31/12/2018	Montant au 31/12/2017
Produits de participation (dividendes)	73 276	92 883
Résultat des SNC (bénéfices)	584	648
Produits des créances de l'actif immobilisé	38 381	41 314
Autres intérêts et produits assimilés	371	421
Reprises sur provisions et transferts de charges	118 526	76 132
Total Produits financiers	**231 138**	**211 398**
Intérêts	-45 502	-39 267
Abandon de créances et subventions consenties	-18 745	
Résultat des SNC (pertes)	-7	-12
Dotations financières aux amortissements et provisions	-155 437	-104 700
Autres charges financières	-1 796	-1 809
Total Charges financières	**-221 487**	**-145 788**
Résultat Financier	**9 652**	**65 610**

Les dotations financières de 155 437 milliers d'euros correspondent à hauteur de 5 606 milliers d'euros aux dépréciations sur comptes courants et à des dépréciations sur titres à hauteur 149 831 milliers d'euros.

Les reprises de provisions financières de 118 526 milliers d'euros correspondent aux reprises sur créances transférées, aux reprises des provisions sur comptes courants à hauteur de 117 223 milliers d'euros et aux reprises des provisions sur titres à hauteur de 1 303 milliers d'euros.

3. Résultat exceptionnel

Données en k€	Montant au 31/12/2018	Montant au 31/12/2017
Produits de cessions de titres		
Abandons de créances		
Produits divers	3 379	1 882
Produits des cessions d'actifs	29	1 869
Reprises sur provisions et transferts de charges	45 629	8 195
Total Produits Exceptionnels	**49 037**	**11 945**
Amendes et pénalités	-260	
Abandons de créances	-4	
Charges diverses exceptionnelles	-8 139	-3 509
Valeur nette comptable des titres cédés	-3 747	-2 724
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	-7 079	-51 378
Total Charges Exceptionnelles	**-19 229**	**-57 611**
Résultat Exceptionnel	**29 808**	**-45 666**

4. Fiscalité

Situation fiscale latente

Accroissements de la dette future d'impôt	Montants
Provisions règlementées :	
Amortissements dérogatoires	
Provision pour hausse des prix	
Autres (ECA, autres charges déduites d'avance ...)	
Total	

Allègements de la dette future d'impôt	Montants
Provisions non déductibles l'année de leur comptabilisation	
Provisions pour congés payés	
Participation des salariés	
Contribution Sociale de Solidarité des Sociétés	379 893
Effort construction	51 656
Autres (Prov. Perte de change, ECP, PV latente OPCVM ...)	2 480
Total	**434 029**

	2017	2018
Crédit d'impôts	-6	-72
Impôt au taux normal de 33,1 /3%		68 408
Impôt au taux réduit	7	0
IMPÔT EXIGIBLE (analyse par taux)	**1**	**68 336**
Impôt sur le résultat courant	7	68 408
Impôt sur résultat exceptionnel	-6	-72
IMPÔT EXIGIBLE (analyse par nature)	**1**	**68 336**

Note 5 : Autres informations

1. CICE

Le CICE au titre de l'année 2018 s'élève à 132 364

Il a servi à de la formation, du recrutement et de l'effort d'investissement.

2. Effectif

La moyenne arithmétique des effectifs à la fin de chaque trimestre est de :

	2018	2017
Cadres	132	105
Agents de Maitrise	23	22
Employés	12	7
Ouvriers	0	0
Total	**167**	**134**

3. Honoraires des commissaires aux comptes

Les honoraires de commissariat aux comptes figurant au compte de résultat pour l'année 2018 d'un montant total HT s'élève à 255 K€

Cabinet	Certification des comptes	Autres missions
KPMG	150 K€	
RSM	105 K€	

4. Rémunération des dirigeants

La rémunération des organes de direction n'est pas mentionnée car cela conduirait à donner des indications de rémunérations individuelles.

5. Transactions effectuées avec les parties liées

Aucune information n'est donnée au titre des transactions conclues avec des parties liées dans la mesure où ces transactions ont été conclues à des conditions normales de marché.

6. Engagements hors bilan

Engagements reçus :

Néant.

Engagements donnés :

- Le montant des engagements de retraite au 31 décembre 2018 s'élève à 2 618 194 euros contre 2 282 706 euros en 2017.

Annexe : Tableau des filiales et participations en € (1/2)

Libellé	% de détention	Valeur Brute des titres En €	Valeur Nette comptable des titres En €	Prêts et avances consentis non encore remboursés En K€	Capitaux propres En K€	Chiffre d'affaires En K€	Résultat net En K€
A FLEURY SCI- LIASSE 2017	40,00%	114 337	114 337	0	73	151	72
A.R E.N.A	44,05%	75 000	75 000	0	14 982	23 292	2 898
AGROMOUSQUETAIRES	100,00%	257 385 943	257 385 943	310 779	278 334	9 166	17 262
ALIDIS	33,33%	30 003	30 003	0	2 990	NC	NC
ALPHA LYRAE	99,76%	7 990 058	122 722	2 324	-64	46	-102
BANQUE CHABRIERES	74,00%	9 331 527	9 331 527	0	42 437	16 045	5 495
BASE D'ALMANSA	100,00%	8 552 880	0	8 085	-8 061	0	-23
BASE DE VILLERS	99,92%	65 466	65 466	9 835	-3 673	19 651	27
BRIGNOLES DISTRIBUTION	99,96%	2 233 131	0	3 247	-231	0	-247
CDE FRANCE	100%	30 069 016	11 245 804	2 634	11 566	0	-4 663
COLOMBE ASSURANCES	78,65%	8 888 269	8 888 269	0	12 893	32 553	-536
ITM ACHATS NON MARCHANDS	99,92%	40 813	40 813	0	2 664	64 419	1 074
INNOVATION DEV (EX-COPPA MG)	100,00%	5 950 810	293 882	17	294	0	-57
CSP DU PARC	99,00%	1 000 990	868 243	1 174	868	15 535	-158
DEVAL - NORMINTER REGION SUD EST	10,00%	3 054 000	0	18 183	-2 324	917	-2 616
DIRECTION PROCOMARCHE	99,76%	38 021	0	5 492	-5 493	0	-80
DOMBE (SCI DE LA)	50,00%	762	762	31	43	55	25
FINANCIÈRE DU VENAY	50,00%	3 087 093	3 087 093	0	1 859	0	857
GRANDS GARAGES FAVRESSE	90,21%	281 061	0	1 141	NC	NC	NC
HAUT PHARE (SCI DU)	70,00%	5 991	5 991	0	550	44	-3
IMC POLSKA SP. Z.O.O.	100,00%	3 486 247	3 486 247	0	6 498	2 068	922
IMMO MOUSQUETAIRES	99,98%	24 677 210	0	11 380	-6 360	31 470	-8 036
I E M	96,88%	1 297 263 297	1 297 263 297	1 063 579	1 167 048	112 994	57 691
INTERCONTESSA	100,00%	159 338 062	0	411 403	-410248	0	185
ITM ALIMENTAIRE INTERNATIONAL	100,00%	70 811 080	70 811 080	153 658	351 516	14 824 096	2 325
ITM AUTOMOBILE	99,96%	3 038 021	105 043	23 841	87 487	55 951	-594
ITM BAZA POZNANSKA SP.ZOO	100,00%	2 262 480	2 262 480	0	6 139	34 273	670
ITM BELGIUM	100,00%	12 230 108	0	16 360	-11 361	4 870	-404
ITM CENTRE EST F	99,68%	39 870	0	12 483	-10 318	134	541
ITM CENTRE OUEST F	99,96%	39 984	0	15 991	-14 394	106	106
ITM EQUIPEMENT DE LA MAISON	100,00%	10 078 493	10 078 493	506 971	25 785	578 219	-27 154
ITM EQUIPEMENT DE LA PERSONNE	99,76%	38 021	0	42 391	-42 104	531	143
ITM EST F	99,68%	37 975	0	56 976	-52 246	84	11 088
ITM FORMATION	100,00%	39 999	0	16 079	-20 405	0	-2 773
ITM IBERICA	100,00%	14 994 148	1 084 184	0	1 084	0	-65
ITM LAI	100,00%	195 731 890	195 731 890	0	219 360	1 199 217	-3 323
ITM LEMI	100,00%	6 950 443	6 950 443	15 938	11 175	78 690	349
ITM NORD F	99,76%	40 449	0	876	-314	2 260	-132
ITM NOUVELLES REGIONS	98,62%	57 200	0	896	-458	920	-506
ITM OUEST F	99,84%	39 895	39 895	0	6 021	408	119
ITM PARTICIPATIONS	100,00%	242 691 203	76 322 951	58 964	76 323	0	2 354
ITM POLSKA	100,00%	160 571 473	60 836 936	11	48 350	18 463	-44 669
ITM RÉGION PARISIENNE F	99,72%	39 839	0	42 620	-36 477	66	5 207
ITM RESTAURATION	100,00%	3 247 990	0	2 205	-752	4 489	-844
ITM SERVICES PRODUCTION	100,00%	8 000	8 000	237	-35	434	-44
ITM SUD-EST F	99,68%	39 870	0	48 386	-38 518	124	4 330
ITM SUD-OUEST F	100,00%	37 990	37 990	0	6 410	-205	543
ITM VOYAGES	99,84%	38 036	38 036	0	609	520	27
ITMP Portugal	100,00%	135 756 043	23 559 633	208	23 560	29 525	-16 418

Annexe : Tableau des filiales et participations en € (2/2)

Libellé	% de détention	Valeur Brute des titres En €	Valeur Nette comptable des titres En €	Prêts et avances consentis non encore remboursés En K€	Capitaux propres En K€	Chiffre d'affaires En K€	Résultat net En K€
ITM PROXI	100,00%	13 488	13 488	61	-980	0	-993
LAURE	64,00%	29 107 671	27 753 237	0	17 436	26 937	0
LUNEMOTTES- 31/12/2017	100,00%	15	0	0	-1 143	0	0
LUTES	100,00%	16	0	1 381	-1 363	0	-10
MAGALON	100,00%	60 827	60 827	0	219	76	62
MAS DU NOYER (SCI DU)	99,00%	3 018	3 018	0	NC	NC	NC
NORMINTER SAVOIE DAUPHINE	0,19%	762	762	0	89	0	34
PROMEX	88,15%	240 235	240 235	0	1 079	567	-17
QUARLES HARRIS ET CA	50,00%	6 097 945	6 097 945	0	9 406	6 379	38
RIBIERE (SCI LA)	99,00%	476 797	476 797	0	329	79	-15
SCA PETROLE ET DERIVES	90,00%	1 372 012	1 372 012	0	83 917	7 179	9 528
SCCV LOUIS BOUGO	90,00%	6 860	0	1 685	-1 412	0	-29
SECOIA	99,96%	20 456	20 456	0	13 430	3 572	1 735
SILVE	99,98%	84 315	84 315	0	4 772	27 413	1 065
SOCIETE DE DISTRIBUTION MERUVIENNE	99,73%	0	0	1 430	-1 431	0	-30
SOLUPAR	99,94%	50 499	50 499	243	26 011	6 430	2 623
SPR AUTO	62,86%	201 524	201 524	0	NC	NC	NC
SPR EM CENTRE EST et SUD EST	37,46%	241 091	241 091	0	NC	NC	NC
SPR EM CENTRE OUEST SUD OUEST	36,84%	70 000	70 000	0	NC	NC	NC
SPR EM NORD PARIS EST et OUEST	49,68%	640 885	640 885	0	NC	NC	NC
STEPHARO	0,00%	580 572	580 572	0	NC	NC	NC
STIME	100,00%	145 790	145 790	45 657	19 514	221 142	-454
SVA LUSITANA	99,00%	49 552	0	1 659	-1 194	NC	-55
URBIOUMONDE	99,96%	49 980	49 980	670	315	0	-41

NB : Les données des filiales internationales (hors zone euro) sont converties en euros, au taux de clôture.

KPMG Audit
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris la Défense Cedex
France

RSM Paris
26, rue Cambacérès
75008 Paris
France

ITM Entreprises S.A.S.

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2018
ITM Entreprises S.A.S.
24, rue Auguste Chabrières - 75015 Paris
Ce rapport contient 41 pages

KPMG Audit
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris la Défense Cedex
France

RSM Paris
26, rue Cambacérès
75008 Paris
France

ITM Entreprises S.A.S.

Siège social : 24, rue Auguste Chabrières - 75015 Paris
Capital social : €.1 024 016

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2018

A l'attention de l'Associée unique,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société ITM Entreprises S.A.S. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1er janvier 2018 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

- Les titres de participation, dont le montant net figurant au bilan au 31 décembre 2018 s'établit à 2 079 203 milliers d'euros, sont évalués à leur coût d'acquisition et dépréciés selon les modalités décrites dans la note 2.4 de l'annexe.

  Nos travaux ont consisté à apprécier les données sur lesquelles se fondent ces estimations, à revoir les calculs effectués par la société et à examiner la procédure d'approbation de ces estimations par la direction.

- Votre société constitue des provisions pour couvrir les risques relatifs aux litiges, tels que décrits dans la note 2.7 de l'annexe.

  Nous avons examiné les procédures en vigueur dans votre société pour leur recensement, leur évaluation et leur traduction comptable dans des conditions satisfaisantes. Nos travaux ont également consisté à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent les estimations et à examiner leur procédure d'approbation par la direction.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'Associée unique.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-4 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant

toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Les commissaires aux comptes

Paris La Défense, le 10 mai 2019
KPMG Audit
Département de KPMG S.A.

Jean-Charles Simon
Associé

Arnaud Rinn
Associé

Paris, le 10 mai 2019

RSM Paris

Paul-Evariste Vaillant
Associé

ITM ENTREPRISES

Comptes annuels au 31/12/2018



Contenu

Contenu 2

Bilan actif 4
Les montants sont exprimés en milliers d'euros 4

Bilan passif 5
Les montants sont exprimés en milliers d'euros 5

Compte de résultat 6
Les montants sont exprimés en milliers d'euros 6

Compte de résultat (suite) 7
Les montants sont exprimés en milliers d'euros 7

Note 1 : Faits marquants et événements postérieurs à la clôture 9

Note 2 : Principes et méthodes comptables 10
1. Principes généraux 10
2. Immobilisations incorporelles 11
3. Immobilisations corporelles 11
4. Immobilisations financières 13
5. Clients et comptes rattachés 14
6. Trésorerie 14
7. Provisions 14
8. Fiscalité 14
9. Engagements hors bilan 16
10. Autres informations 18

Note 3 : Notes sur le bilan 19
1. Immobilisations incorporelles 19
2. Immobilisations corporelles 20
3. Immobilisations financières 21
4. Actif circulant 22
5. Trésorerie 23
6. Charges constatées d'avance 23
7. Capitaux propres 24
8. Provisions 24
9. Dettes 26

Note 4 : Notes sur le compte de résultat 27
1. Résultat d'exploitation 27
2. Résultat financier 29
3. Résultat exceptionnel 30
4. Fiscalité 31

Note 5 : Autres informations 32
1. CICE 32
2. Effectif 32
3. Honoraires des commissaires aux comptes 32
4. Rémunération des dirigeants 32
5. Transactions effectuées avec les parties liées 32
6. Engagements hors bilan 33

* 34

Annexe : Tableau des filiales et participations 34

Bilan actif

Les montants sont exprimés en milliers d'euros

BILAN-ACTIF	Exercice N			Exercice N-1
	Brut	Amortissements	Net	Net
Capital souscrit non appelé (I)				
Frais d'établissement				
Frais de développement	13	13		4
Concessions,brevets et droits similaires	41 388	37 675	3 713	5 296
Fonds commercial	46		46	46
Autres immobilisations incorporelles	237 139	229 331	7 807	1 255
Avances sur immobilisations incorporelles				
TOTAL immobilisations incorporelles	***278 586***	***267 020***	***11 566***	***6 601***
Terrains	4 138		4 138	4 138
Constructions	105 627	66 579	39 047	34 970
Installations techniques, matériel	207	46	161	182
Autres immobilisations corporelles	1 363	915	447	194
Immobilisations en cours	443		443	2 260
Avances et acomptes	2		2	520
TOTAL immobilisations corporelles	***111 780***	***67 540***	***44 239***	***42 264***
Autres participations	2 722 268	643 065	2 079 203	1 952 863
Créances rattachées à des participations	2 917 240	661 113	2 256 126	2 060 335
Autres titres immobilisés	13 113	2 606	10 508	11 914
Prêts	586		586	1 415
Autres immobilisations financières	6 169	170	5 998	6 011
TOTAL immobilisations financières	***5 659 375***	***1 306 955***	***4 352 421***	***4 032 538***
Total Actif Immobilisé (II)	***6 049 741***	***1 641 515***	***4 408 226***	***4 081 403***
Matières premières, approvisionnements				
En cours de production de biens				
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
TOTAL Stock				
Avances et acomptes versés sur commandes	112		112	360
Clients et comptes rattachés	62 431	2 543	59 888	59 393
Autres créances	60 188		60 188	87 646
Capital souscrit et appelé, non versé				
TOTAL Créances	***122 619***	***2 543***	***120 076***	***147 039***
Valeurs mobilières de placement	55		55	55
Disponibilités	809 042		809 042	633 410
TOTAL Disponibilités	***809 098***		***809 098***	***633 466***
Charges constatées d'avance	891		891	693
TOTAL Actif circulant (III)	***932 720***	***2 543***	***930 176***	***781 558***
Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)				
Primes de remboursement des obligations (V)				
Écarts de conversion actif (V)				
Total Général (I à VI)	***6 982 460***	***1 644 058***	***5 338 402***	***4 862 981***

Bilan passif

Les montants sont exprimés en milliers d'euros

BILAN-PASSIF	Exercice N	Exercice N-1
Capital social ou individuel (dont versé : 1 024)	1 024	1 024
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...		
Ecarts de réévaluation (dont écart d'équivalence :)		
Réserve légale	102	102
Réserves statutaires ou contractuelles	288	288
Réserves réglementées (dont réserve des prov. fluctuation des cours :)		
Autres réserves (dont réserve achat d'œuvres originales d'artistes :)	2 201 884	2 148 230
TOTAL Réserves	***2 202 275***	***2 148 621***
Report à nouveau		
RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	133 470	53 654
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées	69	69
TOTAL CAPITAUX PROPRES (I)	***2 336 838***	***2 203 368***
Produit des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES (II)		
Provisions pour risques	15 723	54 273
Provisions pour charges	4 511	21 796
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (III)	***20 235***	***76 069***
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires	715 811	668 150
Emprunts et dettes auprés des établissements de crédit	984 314	1 044 291
Emprunts et dettes financières divers (dont emprunts participatifs :)	1 137 326	696 003
TOTAL Dettes financières	***2 837 452***	***2 408 444***
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	8 242	106 810
Dettes fiscales et sociales	11 376	30 326
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	5 001	2 215
Autres dettes	119 259	35 729
TOTAL Dettes d'exploitation	***143 878***	***175 081***
Produits constatés d'avance		
TOTAL DETTES (IV)	***2 981 329***	***2 583 524***
Ecarts de conversion passif (V)		
TOTAL GENERAL - PASSIF (I à V)	***5 338 402***	***4 862 961***

Compte de résultat

Les montants sont exprimés en milliers d'euros

Compte de résultat		Exercice N			Exercice N-1
		France	Exportation	Total	
Ventes de marchandises					
Production vendue biens					
Production vendue services		167 117	9 787	176 905	172 407
Chiffres d'affaires nets		***167 117***	***9 787***	***176 905***	***172 407***
Production stockée					
Production immobilisée					
Subventions d'exploitation				4	
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges				1 351	357
Autres produits				68 586	66 785
Total des produits d'exploitation (I)				***246 846***	***239 549***
Achats de marchandises (y compris droits de douane)					
Variation de stock (marchandises)					
Achats de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane)					
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)					
Autres achats et charges externes				55 404	178 831
Impôts, taxes et versements assimilés				4 514	2 818
Salaires et traitements				11 355	10 675
Charges sociales				6 059	4 960
Dotations d'exploitation	**sur immobilisations** : Dotations aux amortissements			6 521	8 467
	sur immobilisations : Dotations aux provisions				
	Sur actif circulant : dotations aux provisions			343	83
	Pour risques et charges : dotations aux provisions				
Autres charges				0	4
Total des charges d'exploitation (II)				***84 196***	***205 838***
RÉSULTAT D'EXPLOITATION				**162 650**	**33 711**
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)					
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)					
Produits financiers de participations				112 135	131 832
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				51	156
Autres intérêts et produits assimilés				223	3 235
Reprises sur provisions et transferts de charges				118 526	76 132
Différences positives de change				0	1
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				203	44
Total des produits financiers (V)				***231 138***	***211 398***
Dotations financières aux amortissements et provisions				155 437	104 700
Intérêts et charges assimilées				66 033	41 068
Différences négatives de change				17	19
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement					
Total des charges financières (VI)				***221 487***	***145 788***
RÉSULTAT FINANCIER (V - VI)				**9 652**	**65 610**
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I-II+III-IV+V-VI)				**172 302**	**99 321**

Compte de résultat (suite)

Les montants sont exprimés en milliers d'euros

Compte de résultat (suite)		Exercice N	Exercice N-1
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		3 240	1 882
Produits exceptionnels sur opérations en capital		168	1 869
Reprises sur provisions et transferts de charges		45 629	8 195
Total des produits exceptionnels (VII)		***49 037***	***11 945***
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion		8 403	3 509
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		3 747	2 724
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions		7 079	51 378
Total des charges exceptionnelles (VIII)		***19 229***	***57 611***
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII -VIII)		**29 808**	**-45 666**
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise	(IX)	304	
Impôts sur les bénéfices	(X)	68 336	1
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)		***527 022***	***462 892***
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)		***393 552***	***409 238***
BÉNÉFICE OU PERTE (total des produits - total des charges)		**133 470**	**53 654**

ITM ENTREPRISES
N° Siren 722064102
24 rue Auguste Chabrières 75015 Paris

ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS

EXERCICE CLOS LE 31 décembre 2018

Note 1 : Faits marquants et événements postérieurs à la clôture

ITM ENTREPRISES a accordé des abandons de créances financiers au 31/12/2018 en faveur des sociétés suivantes :

- ITM CENTRE EST	284 K€
- ITM CENTRE OUEST	333 K€
- ITM EST	11 420 K€
- ITM RP	5 792 K€
- ITM RESTAURATION	917 K€

Un nouvel emprunt obligataire a été souscrit en janvier 2018 pour 150 M €.

Un nouvel emprunt a été souscrit en février 2018 pour 100 M€ auprès de la BNP.

Un nouvel emprunt a été souscrit en juin 2018 pour 100 M€ auprès de HSBC.

ITM ENTREPRISES a participé en 2018 à l'augmentation de capital via des apports en numéraire en faveur des sociétés suivantes :

- ITMP Portugal	67 000 K€
- SPR EM NPEO	360 K€
- SPR EM CESE	180 K€
- SPR AUTOMOBILE	92 K€
- ITM POLSKA	31 407 K€
- CDE France	30 000 K€

ITM ENTREPRISES a participé en 2018 à l'augmentation de capital via diminution des comptes courants en faveur des sociétés suivantes :

- ITM RESTAURATION	2 010 K€
- DEVAL	3 050 K€
- ITM AUTOMOBILE	3 000 K€
- INNOVATION DEV.(EX COPPA MG)	5 494 K€
- IMMOS MOUSQUETAIRES	24 000 K€
- ITM PARTICIPATIONS	99 999 K€
- ITM NOUVELLES REGIONS	50 K€
- ALPHA LYRAE	7 990 K€
- CSP DU PARC	1 000 K€
- ITM PROXI (EX NACAL)	12 K€
- NEPALI	521 K€

La Société Civile des Mousquetaires, en sa qualité de société de tête du Groupe d'intégration fiscale, a reçu, suite au contrôle fiscal de sa filiale ITM Entreprises portant sur la période 2012-2014, un avis de mise en recouvrement en matière d'impôt sur les sociétés. La société conteste ce redressement et a décidé de poursuivre la procédure de contentieux déjà en cours.

Note 2 : Principes et méthodes comptables

1. Principes généraux

ITM ENTREPRISES a été constituée sous la forme d'une Société par actions simplifiée unipersonnelle.

Les états financiers ont été établis en conformité avec les principes généraux d'établissement et de présentation des comptes définis par le code de commerce et le règlement de l'ANC n°2014-03 du 05 juin 2014.

Les textes comptables relatifs à la définition, l'évaluation, la comptabilisation, l'amortissement et la dépréciation des actifs (C.R.C 2002-10, 2003-07 et 2004-06 complétés par les avis du Comité d'Urgence du C.N.C 2003-E et 2006-D) sont appliqués depuis le 1er janvier 2005.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux règles d'établissement et de présentation des comptes annuels et aux hypothèses de base suivantes :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

L'exercice a une durée de 12 mois.

Sauf indication contraire, les informations chiffrées contenues dans cette annexe sont présentées en milliers d'euros.

Changement de règles et méthodes comptables

Au cours de l'exercice, aucun changement de méthode n'est intervenu, par conséquent les exercices sont comparables sans retraitement.

Opérations commerciales en devises

Chiffres d'affaires

Les ventes en devises sont enregistrées en chiffre d'affaires au cours du jour de la vente. L'effet de couverture est, le cas échéant, comptabilisé dans le même compte de chiffres d'affaires.

Dettes et créances commerciales, disponibilités

Les dettes, créances et disponibilités libellées en devises sont converties en fin d'exercice à leur cours de clôture.

Les différences de conversion résultant de la réévaluation des créances et dettes en devises au cours de clôture sont inscrites au bilan en « écart de conversion actif » lorsqu'il s'agit d'une perte latente et en « écart de conversion passif » lorsqu'il s'agit d'un gain latent. Les écarts de conversion actifs font l'objet d'une provision à concurrence du risque non couvert.

Les écarts de conversion résultant de la réévaluation des disponibilités sont portés au compte de résultat, sauf si les disponibilités entrent dans une relation de couverture. Dans ce cas, les écarts de conversion sont inscrits au bilan et suivent les principes de la comptabilité de couverture.

Les écarts de conversion des dettes et créances d'exploitation (provisionnés ou réalisés) sont comptabilisés en résultat d'exploitation. Les écarts de conversion des dettes et créances financières (provisionnés ou réalisés) sont comptabilisés en résultat financier.

2. Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont enregistrées, à l'actif du bilan, à leur coût d'acquisition.

Amortissements

Les immobilisations sont amorties selon le mode linéaire ou dégressif sur les durées d'utilité prévisionnelles suivantes :

	Durée Moyenne
Surcoûts	10 ans
Autres immobilisations incorporelles	1 à 5 ans

- En application des dispositions de l'article 21-3 du PCG, nous avons estimé que nos fonds commerciaux n'ont pas de durée limitée et à ce titre, ils ne sont pas amortis

Un amortissement dérogatoire, classé au bilan en provisions règlementées, est constaté en complément à chaque fois que les durées fiscales admises sont inférieures aux durées d'utilisation.

Cas particulier des malis techniques affectés en droit au bail
Les malis affectés suivent les mêmes règles d'amortissement et de dépréciation que l'actif sous-jacent auxquels ils ont été affectés.

Cas particulier des surcoûts

Lors de l'acquisition de titres de points de vente destinés à être recédés, la différence entre le prix d'acquisition des titres et leur valeur calculée selon les normes d'évaluation propres au Groupement des Mousquetaires est assimilée à un surcoût et comptabilisée en autres immobilisations incorporelles. En cas de revente du point de vente dans les 2 ans, la valeur calculée est remplacée par le prix de cession des titres détenus, qui est assimilée à une valeur de marché. Le surcoût est donc susceptible d'être modifié dans ce cas.

Les surcoûts sont amortis linéairement, prorata temporis fin de mois, sur 10 ans depuis le 01/01/2018.

Jusqu'au 31 décembre 2017, ils étaient amortis sur seulement 5 ans. Des analyses ont été menées sur les actifs sous-jacents économiques qui ont été étudiés selon différentes méthodes. Ces analyses ont conclu a une durée de vie comprise entre 8.7 et 10 ans.

Par application du règlement ANC 2018-01 du 20 avril 2018, le groupe a choisi de modifier la durée d'amortissement de façon prospective au titre du changement d'estimation pour la porter à 10 ans.

3. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont enregistrées au coût d'acquisition incluant le prix d'achat, les frais accessoires et les frais d'acquisition comme préconisé dans la méthode de référence.

Cas particulier des malis techniques affectés en terrain

Pour les sociétés immobilières, la totalité des malis est affectée sur les terrains dans la mesure où l'emplacement est le principal élément constitutif de la valeur d'un point de vente et non pas la structure du bâtiment.

Amortissements

Les immobilisations sont amorties selon le mode linéaire ou dégressif sur les durées d'utilité prévisionnelles suivantes :

	Durée Moyenne
Constructions	Selon composants
Agencements des constructions	10 à 15 ans
Installations techniques	3 à 20 ans
Matériel de transport	3 à 5 ans
Matériel de bureau	4 à 10 ans
Matériel informatique	2 à 4 ans

Durée d'amortissement par composants :

- Composants identifiés au sein des actifs immobiliers correspondant à du 1er œuvre :

Terrassement et infrastructures	25 ans linéaire
Gros œuvre, dallage et maçonnerie, réseaux enterrés et sols	30 ans linéaire
Charpente	20 ans linéaire
Couverture	15 ans linéaire
Bardage et panneaux isolants	20 ans linéaire

- Composants identifiés au sein des actifs immobiliers correspondant à du 2nd œuvre :

Transformateur	10 ans linéaire
Menuiseries métalliques	15 ans linéaire
Détection et extinction incendie	10 ans linéaire
Électricité	10 ans linéaire
Plomberie et chauffage	10 ans linéaire
Cloisons et menuiserie bois	10 ans linéaire
Aménagement de décoration	10 ans linéaire
Couche de roulement voirie	10 ans linéaire

Un amortissement dérogatoire, classé au bilan en provisions règlementées, est constaté en complément à chaque fois que les durées fiscales admises sont inférieures aux durées d'utilisation.

Dépréciations

A la clôture de l'exercice, un test de dépréciation est réalisé pour les actifs détenus depuis au moins deux ans. Ce test consiste à comparer la valeur nette comptable de l'immeuble, terrain, et mali technique éventuel inclus, à sa valeur actuelle.

La valeur actuelle est déterminée selon les méthodes suivantes par ordre de priorité :

- Prix de cession inclus dans une promesse de vente ;
- Valeur déterminée par une société d'expertise immobilière au cours des trois dernières années ;
- Valeur de rendement déterminée en fonction des revenus générés par l'actif et de son taux de rendement attendu (entre 6 et 10%).

En cas de moins-value supérieure à deux ans de dotations aux amortissements, une dépréciation de l'actif est comptabilisée en priorité sur le mali technique de fusion, puis au prorata des valeurs nettes comptables du terrain et de la construction.

4. Immobilisations financières

Titres de participation

Les titres de participation sont évalués au prix d'acquisition ou à la valeur d'entrée lorsqu'il s'agit d'une souscription au capital d'une (nouvelle) filiale.

Les frais d'acquisition des titres sont comptabilisés en immobilisations et sont rapportés en résultat de façon linéaire sur une durée 5 ans par la constitution de provisions réglementées.

Cas particulier des titres de Point de Vente

Les titres de participation sont composés des prises de participation d'au moins 10% d'une société, et sont enregistrés à leur prix d'acquisition minorée d'un surcoût, qui correspond à la différence entre le prix d'acquisition des titres et la valeur calculée selon les normes d'évaluation propres au Groupement des Mousquetaires.

Cas particulier des malis techniques affectés en titres:

A compter du 1er janvier 2016 et conformément aux règles comptables applicables au mali technique de fusion fixées par le règlement n° 2015-06 du 23 novembre 2015, modifiant le règlement n° 2014-03 de l'Autorité des normes comptables relatif au Plan comptable général, les malis de fusion sont affectés aux actifs sous-jacents. Certains ont été ainsi reclassés en titres de participation.

Créances rattachées aux participations et prêts

La rubrique « créances rattachées à des participations » comprend l'ensemble des créances financières détenues sur les sociétés avec lesquelles il existe un lien de participation, que ces créances aient fait l'objet d'un accord prévoyant explicitement les échéances de remboursement ou qu'il s'agisse de montants inscrits en comptes courants susceptibles d'évoluer en fonction de la trésorerie des sociétés concernées.

La rubrique « prêts » est constituée des créances sur des sociétés ayant donné lieu à la mise en place d'un plan d'étalement de règlement des dus ou d'avances versées dans le cadre d'acquisitions de points de vente à venir.

Titres immobilisés

Il s'agit de titres que la société a l'intention de conserver durablement. Ils sont représentatifs de parts de capital ou de placements à long terme mais contrairement aux titres de participations leur détention n'est pas jugée utile à l'activité de la détentrice. Les titres immobilisés sont enregistrés à leur coût d'acquisition.

Dépréciation des actifs financiers

Les dépréciations des titres de participation sont déterminées par comparaison du coût d'acquisition figurant à l'actif du bilan et de la quote-part de capitaux propres réévalués détenus. Une dépréciation est dotée lorsque la valeur comptable des titres est supérieure à la quote-part de capitaux propres réévalués détenus. Elle varie d'année en année en fonction du résultat net dégagé par la filiale.

Les dépréciations des créances rattachées à des participations sont constatées à hauteur de la quote-part de capitaux propres négatifs détenus, le cas échéant.

En cas d'insuffisance des créances rattachées à des participations par rapport à la quote-part de capitaux propres négatifs détenus, un complément de dépréciation est doté selon l'ordre suivant : prêts, créances clients puis provision pour risques si besoin.

Il existe différentes exceptions au principe général de dépréciation des immobilisations financières :

- *Filiales immobilières de moins de deux ans*

La règle groupe veut qu'aucune provision ne soit comptabilisée sur les titres de sociétés immobilières avant un délai de deux ans sauf évènements exceptionnels (arrêt de la filiale...).

- *Sociétés disposant d'un patrimoine immobilier*

Les capitaux propres des filiales disposant d'un patrimoine immobilier (en propre ou en crédit-bail) sont réévalués.

La valorisation de ces actifs immobiliers peut être fondée sur des expertises immobilières récentes ou estimée sur la base d'une valeur de rendement.

- La filiale possède un patrimoine immobilier en propre :

La situation nette réévaluée est obtenue en substituant à la valeur nette comptable des biens immobiliers (y compris l'éventuel mali technique affecté) leur valeur réelle. Une plus ou moins-value est ainsi dégagée.

- La filiale possède un patrimoine immobilier financé par crédit-bail :

Dans ce cas, il est tenu compte à l'actif de la valeur réelle des biens immobiliers et au passif de la dette financière correspondante à hauteur du capital restant dû majoré le cas échéant du prix de levée d'option et du droit au bail.

- Cas d'une société holding :

Les capitaux propres d'une société holding détenant des titres de sociétés immobilières sont réévalués de la même façon : les capitaux propres des filles sont réévalués comme indiqué ci-dessus et la valeur ainsi obtenue se substitue à la valeur nette comptable des titres de participation inscrite à l'actif du bilan de la mère.

Pour les filiales constituées sous forme de SNC, les statuts prévoient dans certaines conditions une affectation automatique des résultats (bénéfice ou perte). Dans ce cas, aucune dépréciation n'est comptabilisée même si les résultats de ces filiales sont fortement déficitaires.

5. Clients et comptes rattachés

Les créances sont inscrites pour leur valeur nominale.

Une dépréciation est constituée pour les clients représentant des risques de non recouvrement.

6. Trésorerie

Les valeurs mobilières de placement ont été valorisées à leur coût d'acquisition, ou à leur valeur économique si cette dernière lui est inférieure. Les moins-values potentielles font l'objet de provisions.

7. Provisions

Une provision est constatée en présence d'une obligation devant engendrer une sortie de ressources au bénéfice d'un tiers, sans contrepartie équivalente attendue de celui-ci.

L'obligation peut être d'ordre légal, réglementaire ou contractuel, ou être implicite.

8. Fiscalité

TVA

Depuis le 1er janvier 2013, la société appartient au groupe d'intégration de TVA dont la société mère est ITM Entreprises en application du décret n° 2012-239 du 20 février 2012 relatif aux modalités d'application du régime optionnel de consolidation au sein d'un groupe du paiement de la taxe sur la valeur ajoutée et des taxes assimilées.

Impôts sur les bénéfices

L'impôt comptabilisé correspond à l'impôt exigible. Aucun impôt différé n'est comptabilisé.

Depuis le 1er janvier 2011, la société fait partie du Groupe Fiscal constitué par la Société Civile des Mousquetaires en application de l'Article 223-A et suivant du Code Général des Impôts.

La convention signée prévoit la disposition suivante « La centralisation des impôts sur la Société Mère ne devant ni léser, ni avantager les Sociétés Filiales, il a été décidé d'organiser les relations entre la Société Mère et les Sociétés Filiales de telle sorte que ces dernières se trouvent dans une situation comparable à celle qui aurait été la leur si elles étaient restées imposées séparément. »

Un avenant à la convention d'intégration, entré en application sur l'exercice 2016, a toutefois introduit une dérogation temporaire aux principes généraux et réalloue aux filiales ayant bénéficié d'un abandon ou d'une subvention à caractère financier, la part de l'économie d'impôt réalisée par le groupe fiscal sur la neutralisation de cet abandon, plafonné à hauteur de l'impôt dû par chaque fille concernée. En cas de déneutralisation ultérieure au sein de l'intégration, cette réallocation partielle du boni d'intégration devra être restituée par la fille.

CICE et autres crédits d'impôts

L'entreprise bénéficie du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi calculé conformément à l'article 244 quater C du CGI aux taux de 6 %. Ce montant est comptabilisé au crédit d'un sous-compte dédié du compte 64 « Charges de personnel » .

9. Engagements hors bilan

Engagements de retraite

Les engagements relatifs aux engagements de retraite sont estimés selon la méthode prospective des unités de crédits projetées qui prend notamment en compte la probabilité de maintien du personnel dans la société jusqu'à sa retraite, l'évolution future de la rémunération et un taux d'actualisation reflétant le taux de rendement à la date du bilan des obligations émises par des émetteurs privés de premier rang.

HYPOTHESES ACTUARIELLES		
Hypothèses	**Valeurs proposées pour l'évaluation au 31/12/2018**	**Valeurs proposées pour l'évaluation au 31/12/2017**
Date de l'évaluation	31/12/2018	31/12/2017
Taux d'inflation	Inclus dans les autres paramètres	Inclus dans les autres paramètres
Taux d'actualisation	1,75%	1,75% - Sensibilité 1,5%
Profil de carrière	Cadres : 2,%	Cadres : 2%
	AGM : 1,5%	AGM : 1,5%
	Employés : 1,%	Employés : 1%
Taux de charges sociales	CAD : 50%	CAD : 50%
	AGM : 50%	AGM : 50%
	EMP : 41%	EMP : 41%
Dérive des montants (médailles définies en euros)	2,00%	2,00%
Age de début de carrière	CAD : 22 ans	CAD : 22 ans
	AGM : 20 ans	AGM : 20 ans
	EMP : 20 ans	EMP : 20 ans
Table de mortalité	INSEE 2012-2014 (Homme) INSEE 2012-2014 (Femme)	INSEE 2010-2012 (Homme) INSEE 2010-2012 (Femme)
Age de départ à la retraite	CAD : 65 ans	CAD : 65 ans
	AGM : 63 ans	AGM : 63 ans
	EMP : 63 ans	EMP : 63 ans
Table de turnover	CAD : table TO - CAD (fonction de l'âge)	CAD : table TO - CAD (fonction de l'âge)
	AGM : table TO - AGM (fonction de l'âge)	AGM : table TO - AGM (fonction de l'âge)
	EMP : table TO - EMP (fonction de l'âge)	EMP : table TO - EMP (fonction de l'âge)
Modalité de départ :	Départ volontaire	Départ volontaire

Instruments financiers

Les principaux engagements financiers donnés existant à la clôture de l'exercice sont indiqués dans le tableau ci-après :

Nature des engagements	Montant (en M€)
Redevances de crédit-bail restant à courir	0
Cautions accordées aux filiales	381,2
Cautions contre garanties auprès des banques	1,5
Autres garanties données à des tiers	18,0

Les principales cautions accordées aux filiales concernent :

- 362,2 M€ pour SCA Pétroles,
- 19 M€ pour MANSARD BAILLET,

La principale caution contregarantie auprès des banques concernées :

- 1,5 M€ auprès de la SG

AUTRES

Nantissement d'espèces constituées par ITM Entreprises au profit de la BANQUE CHABRIERES et de sa filiale CENTRAL EXPANSION, en garantie des engagements souscrits ou à souscrire par ITM Entreprises, ses filiales directes ou indirectes, les points de vente et les Mousquetaires à l'égard de la BANQUE CHABRIERES et CENTRAL EXPANSION, à hauteur de 16 M€.

Convention de gage-espèces au profit de CA-CIB en garantie des opérations «import» de CASA POR à hauteur de 2 M€.

Instruments de couverture

De par son activité de financement pour le compte des filiales amont du Groupement, ITM Entreprises est exposé à un risque inhérent de taux d'intérêt. Ce risque de taux sur son endettement à taux variable est géré en utilisant des instruments financiers dérivés (swaps prêteurs taux variable – emprunteurs taux fixe). La comptabilisation s'effectue en charges financières.

Les principales caractéristiques des opérations en vie au 31 décembre 2018 sont les suivantes :

Banque	Notionnel	Échéance
SG	100 000	Juillet 2020
CA CIB	100 000	Juillet 2020
TOTAL	**200 000**	

10. Autres informations

Les comptes de la société ITM ENTREPRISES sont consolidés selon la méthode de l'intégration globale au sein de la société S.A.S. Les Mousquetaires, dont l'établissement principal est 1 Allée Des Mousquetaires 91070 Bondoufle, immatriculée au RCS Paris sous le numéro 789 169 323.

Note 3 : Notes sur le bilan

1. Immobilisations incorporelles

Variation des valeurs brutes

Données en k€	Montant au 31/12/2017	Acquisitions	Sorties et Autres flux	Montant au 31/12/2018
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement	13			13
Concessions, brevets	40 676	1	-711	41 388
Autres immobilisations incorporelles	236 581		7 204	229 377
Immobilisations incorporelles en cours	1 255	7 260	707	7 807
Avances et acomptes incorporels				
Total	**278 525**	**7 261**	**7 200**	**278 586**

Variation des amortissements et dépréciations

Données en k€	Montant au 31/12/2017	Acquisitions	Reprises Autres flux	Montant au 31/12/2018
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement	9	4		13
Concessions, brevets	35 380	2 295		37 675
Autres immobilisations incorporelles	236 535		7 204	229 331
Total	**271 924**	**2 299**	**7 204**	**267 019**

2. Immobilisations corporelles

Variation des valeurs brutes

Données en k€	Montant au 31/12/2017	Acquisitions	Sorties et Autres flux	Montant au 31/12/2018
Terrains (dont mali techniques) et agencements des terrains	4 138			4 138
Constructions	97 398		-8 229	105 627
Constructions sur sol d'autrui				
Installations et agencements	207			207
Matériel de transport				
Autres immobilisations corporelles	1 061	19	-283	1 363
Immobilisations corporelles en cours	2 260	6 693	8 510	443
Avances et acomptes corporels	520		518	2
Total	**105 584**	**6 712**	**516**	**111 780**

Variation des amortissements et dépréciations

Données en k€	Montant au 31/12/2017	Acquisitions	Reprises Autres flux	Montant au 31/12/2018
Terrains et agencements				
Constructions	62 428	4 151		66 579
Constructions sur sol d'autrui				
Installations et agencements	25	21		46
Matériel de transport				
Autres immobilisations corporelles	867	48		915
Total	**63 320**	**4 220**		**67 540**

3. Immobilisations financières

Variation des immobilisations financières

Données en k€	Montant au 31/12/2017	Acquisitions	Augment. Capital	Sorties Autres flux	Montant au 31/12/2018
Titres de participation	2 449 820	129 065	147 127	3 744	2 722 268
Créances rattachées à des participations	2 774 965	633 565	-147 127	382 057	2 879 346
Intérêts sur créances rattachées	40 815	0	0	2 921	37 894
Autres titres immobilisés	12 101	1 014	0	2	13 113
Prêts	1 415	0	0	829	586
Dépôts et cautionnements	2 010	0	0	0	2 010
Autres immobilisations financières	4 172	60	60	73	4 159
Total	**5 285 298**	**763 704**	**0**	**389 626**	**5 659 376**

Dépréciations des immobilisations financières

Données en k€	Montant au 31/12/2017	Dotations	Reprises Autres flux	Montant au 31/12/2018
Titres de participation	496 957	147 411	1 303	643 065
Créances rattachées à des participations	755 445	5 581	99 913	661 113
Autres titres immobilisés	187	2 419	0	2 606
Prêts				
Autres immobilisations financières	170	0	0	170
Total	**1 252 759**	**155 411**	**101 216**	**1 306 954**

Échéances des créances financières

Données en k€	Montant au 31/12/2018	Echéance à moins d'un an	Echéance à plus d'un an
Créances rattachées à des participations	2 917 240	2 917 240	
Prêts	586	586	
Autres immobilisations financières	6 169	4 160	2 009
Total	**2 923 994**	**2 921 986**	**2 009**

4. Actif circulant

Échéances des créances d'exploitation

Données en k€	Montant au 31/12/2018	Echéance à moins d'un an	Echéance à plus d'un an
Clients et comptes rattachés	62 431	62 431	
Personnel et comptes rattachés	12	12	
Etat, autres collectivités	303	303	
Groupe et Associés	33 724	33 724	
Autres débiteurs	26 149	26 149	
Total	**122 619**	**122 619**	

Les comptes courants groupe se composent du compte d'intégration de la TVA pour 34 102 k€.

Les autres débiteurs sont constitués principalement d'avoirs fournisseurs pour 25 389 K€ et de débiteurs divers pour 758 K€.

Dépréciations des créances d'exploitation

Données en k€	Montant au 31/12/2017	Dotations	Reprises Autres flux	Montant au 31/12/2018
Clients et comptes rattachés	2 948	343	748	2 543
Autres créances	529		529	
Total	**3 477**	**343**	**1 277**	**2 543**

Produits à recevoir inclus dans les créances d'exploitation

Données en k€	Montant au 31/12/2018
Avances et acomptes versés sur commandes	0
Avoir à recevoir	606
Facture à établir	19 203
Autres produits à recevoir	102
Total	**19 911**

5. Trésorerie

Données en k€	Montant au 31/12/2018	Montant au 31/12/2017
Disponibilités	809 042	633 410
VMP	55	55
Total	**809 098**	**633 466**

6. Charges constatées d'avance

Les charges constatées d'avance de 891 k€ sont principalement composées des charges suivantes :

- PRESTATIONS SERVICES 98
- ASSURANCE 328
- DOCUMENTATION 44
- HONORAIRES 69
- PRESTATIONS INFORMATIQUE 192
- COMMISSIONS BANCAIRES 43

7. Capitaux propres

Le capital social est constitué de 64 001 actions ordinaires d'une valeur nominale de 16 euros au 31 décembre 2018.

La société est contrôlée directement à hauteur de 100 % par la SCM.

Les capitaux propres ont évolué comme suit au cours de l'exercice :

Données en k€	Montant au 31/12/2017	Affectation résultat2017	Résultat 2018	Autres variations	Montant au 31/12/2018
Capital social	1 024				1 024
Primes d'émission, de fusion, d'apport...					
Écarts de réévaluation					
Réserve légale	102				102
Autres réserves	2 148 518	53 654			2 202 172
Report à nouveau					
Résultat de l'exercice	53 654	-53 654	133 470		133 470
Total	**2 203 298**	**0**	**133 470**		**2 336 768**

8. Provisions

Provisions Réglementées

Données en k€	Montant au 31/12/2017	Dotations	Reprises	Montant au 31/12/2018
Provision pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires	69	0	0	69
Autres				
Total	**69**	**0**	**0**	**69**

Les provisions réglementées correspondent à l'amortissement fiscal des frais d'acquisition des titres.

Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges ont évolué comme suit au cours de l'exercice :

Données en k€	Montant au 31/12/2017	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Montant au 31/12/2018
Provisions pour litiges	54 273	7 079	285	45 344	15 723
Provisions pour garanties données aux clients					
Provisions pour pertes sur marché à terme					
Provisions pour amendes et pénalités					
Provisions pour pertes de change					
Provisions pour pensions et obligations similaires					
Provisions pour impôts					
Provisions pour renouvèlement des immobilisations					
Provisions pour gros entretien et grandes révisions					
Autres provisions pour risques et charges	21 796	25	17 309	0	4 512
Total	**76 069**	**7 104**	**17 594**	**45 344**	**20 235**

Dont dotations et reprises d'exploitations = 0.

Dont dotations et reprises financières pour respectivement 25 K€ et 17 309 K€.

Dont dotations et reprises exceptionnelles pour respectivement 7 079 K€ et 45 629 K€.

9. Dettes

Dettes financières
Echéances des dettes

Données en k€	Montant au 31/12/2018	Echéance à moins d'un an	Echéance comprise entre un et cinq ans	Echéance supérieure à 5 ans
Emprunts obligataires	715 811	5 611	560 200	150 000
Emprunts auprès des établissements de crédit	984 314	412 756	571 528	0
Dépôt et cautionnement	1 492	0	0	1 492
Dettes rattachées à des participations	659 098	659 098	0	
Autres dettes financières	476 865	476 865	0	
Découverts bancaires	21	21	0	
Total	**2 837 601**	**1 554 351**	**1 131 728**	**151 492**

Pour l'élaboration du tableau ci-dessus il a été considéré que les dettes financières avec les entreprises liées qui figurent sous la rubrique « Emprunts et dettes financières divers » étaient à moins d'un an dans tous les cas où il n'existe pas d'accord relatif aux dates de remboursement.

Autres dettes
Echéances des dettes

Données en k€	Montant au 31/12/2018	Echéance à moins d'un an	Echéance comprise entre un et cinq ans	Echéance supérieure à 5 ans
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	8 242	8 242		
Dettes groupe	118 924	118 924		
Dettes fiscales et sociales	11 376	11 376		
Dettes sur immobilisations	5 001	5 001		
Autres dettes	335	335		
Total	**143 878**	**143 878**		

Les dettes groupe sont constituées principalement du compte courant d'intégration fiscale pour 61 770 k€ et du compte courant de TVA pour 56 920 k€

Les autres dettes sont constituées principalement des dettes fournisseurs.

Charges à payer dans les dettes

Données en k€	Montant au 31/12/2018
Emprunts et dettes financières	11 622
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 569
Dettes fiscales et sociales	3 130
RRR/avoirs a établir clients	132
Fournisseurs FNP immos incorp	16
Total	**17 469**

Note 4 : Notes sur le compte de résultat

1. Résultat d'exploitation

Analyse du chiffre d'affaires par nature

Données en k€	Montant au 31/12/2018	Montant au 31/12/2017
Prestations de services	163 025	156 074
Refacturations	13 880	16 333
Total	**176 905**	**172 407**

Analyse des autres achats et charges externes

Données en k€	Montant au 31/12/2018	Montant au 31/12/2017
Autres achats	-5 709	-6 051
Sous-traitance	0	1
Crédit-bail, locations et charges de copropriété	-899	-1 359
Entretiens et réparations	-173	-310
Assurances	-689	-444
Etudes, recherches et documentations	-306	-451
Personnel extérieur à l'entreprise	-65	-374
Rémunération d'intermédiaires et honoraires	-13 466	-13 300
Publicité, publication et relations publiques	-293	-147
Transports	-11	-14
Déplacements	-2 376	-1 332
Frais postaux et de télécommunications	-86	-232
Services bancaires	-2 859	-3 183
Divers	-28 472	-151 636
Total	**-55 404**	**-178 831**

2. Résultat financier

Données en k€	Montant au 31/12/2018	Montant au 31/12/2017
Produits de participation (dividendes)	73 276	92 883
Résultat des SNC (bénéfices)	584	648
Produits des créances de l'actif immobilisé	38 381	41 314
Autres intérêts et produits assimilés	371	421
Reprises sur provisions et transferts de charges	118 526	76 132
Total Produits financiers	**231 138**	**211 398**
Intérêts	-45 502	-39 267
Abandon de créances et subventions consenties	-18 745	
Résultat des SNC (pertes)	-7	-12
Dotations financières aux amortissements et provisions	-155 437	-104 700
Autres charges financières	-1 796	-1 809
Total Charges financières	**-221 487**	**-145 788**
Résultat Financier	**9 652**	**65 610**

Les dotations financières de 155 437 milliers d'euros correspondent à hauteur de 5 606 milliers d'euros aux dépréciations sur comptes courants et à des dépréciations sur titres à hauteur 149 831 milliers d'euros.

Les reprises de provisions financières de 118 526 milliers d'euros correspondent aux reprises sur créances transférées, aux reprises des provisions sur comptes courants à hauteur de 117 223 milliers d'euros et aux reprises des provisions sur titres à hauteur de 1 303 milliers d'euros.

3. Résultat exceptionnel

Données en k€	Montant au 31/12/2018	Montant au 31/12/2017
Produits de cessions de titres		
Abandons de créances		
Produits divers	3 379	1 882
Produits des cessions d'actifs	29	1 869
Reprises sur provisions et transferts de charges	45 629	8 195
Total Produits Exceptionnels	**49 037**	**11 945**
Amendes et pénalités	-260	
Abandons de créances	-4	
Charges diverses exceptionnelles	-8 139	-3 509
Valeur nette comptable des titres cédés	-3 747	-2 724
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	-7 079	-51 378
Total Charges Exceptionnelles	**-19 229**	**-57 611**
Résultat Exceptionnel	**29 808**	**-45 666**

4. Fiscalité

Situation fiscale latente

Accroissements de la dette future d'impôt	Montants
Provisions règlementées :	
Amortissements dérogatoires	
Provision pour hausse des prix	
Autres (ECA, autres charges déduites d'avance ...)	
Total	

Allègements de la dette future d'impôt	Montants
Provisions non déductibles l'année de leur comptabilisation	
Provisions pour congés payés	
Participation des salariés	
Contribution Sociale de Solidarité des Sociétés	379 893
Effort construction	51 656
Autres (Prov. Perte de change, ECP, PV latente OPCVM ...)	2 480
Total	**434 029**

	2017	2018
Crédit d'impôts	-6	-72
Impôt au taux normal de 33,1 /3%		68 408
Impôt au taux réduit	7	0
IMPÔT EXIGIBLE (analyse par taux)	**1**	**68 336**
Impôt sur le résultat courant	7	68 408
Impôt sur résultat exceptionnel	-6	-72
IMPÔT EXIGIBLE (analyse par nature)	**1**	**68 336**

Note 5 : Autres informations

1. CICE

Le CICE au titre de l'année 2018 s'élève à 132 364

Il a servi à de la formation, du recrutement et de l'effort d'investissement.

2. Effectif

La moyenne arithmétique des effectifs à la fin de chaque trimestre est de :

	2018	2017
Cadres	132	105
Agents de Maitrise	23	22
Employés	12	7
Ouvriers	0	0
Total	**167**	**134**

3. Honoraires des commissaires aux comptes

Les honoraires de commissariat aux comptes figurant au compte de résultat pour l'année 2018 d'un montant total HT s'élève à 255 K€

Cabinet	Certification des comptes	Autres missions
KPMG	150 K€	
RSM	105 K€	

4. Rémunération des dirigeants

La rémunération des organes de direction n'est pas mentionnée car cela conduirait à donner des indications de rémunérations individuelles.

5. Transactions effectuées avec les parties liées

Aucune information n'est donnée au titre des transactions conclues avec des parties liées dans la mesure où ces transactions ont été conclues à des conditions normales de marché.

Annexe : Tableau des filiales et participations en € (1/2)

Libellé	% de détention	Valeur Brute des titres En €	Valeur Nette comptable des titres En €	Prêts et avances consentis non encore remboursés En K€	Capitaux propres En K€	Chiffre d'affaires En K€	Résultat net En K€
A FLEURY SCI- LIASSE 2017	40,00%	114 337	114 337	0	73	151	72
A.R.E.N.A	44,05%	75 000	75 000	0	14 982	23 292	2 898
AGROMOUSQUETAIRES	100,00%	257 385 943	257 385 943	310 779	278 334	9 166	17 262
ALIDIS	33,33%	30 003	30 003	0	2 990	NC	NC
ALPHA LYRAE	99,76%	7 990 058	122 722	2 324	-64	46	-102
BANQUE CHABRIERES	74,00%	9 331 527	9 331 527	0	42 437	16 045	5 495
BASE D'ALMANSA	100,00%	8 552 880	0	8 085	-8 061	0	-23
BASE DE VILLERS	99,92%	65 466	65 466	9 835	-3 673	19 651	27
BRIGNOLES DISTRIBUTION	99,96%	2 233 131	0	3 247	-231	0	-247
CDE FRANCE	100%	30 069 016	11 245 804	2 634	11 566	0	-4 663
COLOMBE ASSURANCES	78,65%	8 888 269	8 888 269	0	12 893	32 553	-536
ITM ACHATS NON MARCHANDS	99,92%	40 813	40 813	0	2 664	64 419	1 074
INNOVATION DEV (EX-COPPA MG)	100,00%	5 950 810	293 882	17	294	0	-57
CSP DU PARC	99,00%	1 000 990	868 243	1 174	868	15 535	-158
DEVAL - NORMINTER REGION SUD EST	10,00%	3 054 000	0	18 183	-2 324	917	-2 616
DIRECTION PROCOMARCHE	99,76%	38 021	0	5 492	-5 493	0	-80
DOMBE (SCI DE LA)	50,00%	762	762	31	43	55	25
FINANCIERE DU VENAY	50,00%	3 087 093	3 087 093	0	1 859	0	857
GRANDS GARAGES FAVRESSE	90,21%	281 061	0	1 141	NC	NC	NC
HAUT PHARE (SCI DU)	70,00%	5 991	5 991	0	550	44	-3
IMC POLSKA SP. Z.O.O.	100,00%	3 486 247	3 486 247	0	6 498	2 068	922
IMMO MOUSQUETAIRES	99,98%	24 677 210	0	11 380	-6 360	31 470	-8 036
I E M	96,88%	1 297 263 297	1 297 263 297	1 063 579	1 167 048	112 994	57 691
INTERCONTESSA	100,00%	159 338 062	0	411 403	-410248	0	185
ITM ALIMENTAIRE INTERNATIONAL	100,00%	70 811 080	70 811 080	153 658	351 516	14 824 096	2 325
ITM AUTOMOBILE	99,96%	3 038 021	105 043	23 841	87 487	55 951	-594
ITM BAZA POZNANSKA SP.ZOO	100,00%	2 262 480	2 262 480	0	6 139	34 273	670
ITM BELGIUM	100,00%	12 230 108	0	16 360	-11 361	4 870	-404
ITM CENTRE EST F	99,68%	39 870	0	12 483	-10 318	134	541
ITM CENTRE OUEST F	99,96%	39 984	0	15 991	-14 394	106	106
ITM EQUIPEMENT DE LA MAISON	100,00%	10 078 493	10 078 493	506 971	25 785	578 219	-27 154
ITM EQUIPEMENT DE LA PERSONNE	99,76%	38 021	0	42 391	-42 104	531	143
ITM EST F	99,68%	37 975	0	56 976	-52 246	84	11 088
ITM FORMATION	100,00%	39 999	0	16 079	-20 405	0	-2 773
ITM IBERICA	100,00%	14 994 148	1 084 184	0	1 084	0	-65
ITM LAI	100,00%	195 731 890	195 731 890	0	219 360	1 199 217	-3 323
ITM LEMI	100,00%	6 950 443	6 950 443	15 938	11 175	78 690	349
ITM NORD F	99,76%	40 449	0	876	-314	2 260	-132
ITM NOUVELLES REGIONS	98,62%	57 200	0	896	-458	920	-506
ITM OUEST F	99,84%	39 895	39 895	0	6 021	408	119
ITM PARTICIPATIONS	100,00%	242 691 203	76 322 951	58 964	76 323	0	2 354
ITM POLSKA	100,00%	160 571 473	60 836 936	11	48 350	18 463	-44 669
ITM REGION PARISIENNE F	99,72%	39 839	0	42 620	-36 477	66	5 207
ITM RESTAURATION	100,00%	3 247 990	0	2 205	-752	4 489	-844
ITM SERVICES PRODUCTION	100,00%	8 000	8 000	237	-35	434	-44
ITM SUD-EST F	99,68%	39 870	0	48 386	-38 518	124	4 330
ITM SUD-OUEST F	100,00%	37 990	37 990	0	6 410	-205	543
ITM VOYAGES	99,84%	38 036	38 036	0	609	520	27
ITMP Portugal	100,00%	135 756 043	23 559 633	208	23 560	29 525	-16 418

Annexe : Tableau des filiales et participations en € (2/2)

Libellé	% de détention	Valeur Brute des titres En €	Valeur Nette comptable des titres En €	Prêts et avances consentis non encore remboursés En K€	Capitaux propres En K€	Chiffre d'affaires En K€	Résultat net En K€
ITM PROXI	100.00%	13 488	13 488	61	-980	0	-993
LAURE	64,00%	29 107 871	27 753 237	0	17 436	26 937	0
LUNEMOTTES-31/12/2017	100,00%	15	0	0	-1 143	0	0
LUTES	100,00%	16	0	1 381	-1 363	0	-10
MAGALON	100,00%	60 827	60 827	0	219	76	62
MAS DU NOYER (SCI DU)	99,00%	3 018	3 018	0	NC	NC	NC
NORMINTER SAVOIE DAUPHINE	0,19%	762	762	0	89	0	34
PROMEX	88,15%	240 235	240 235	0	1 079	567	-17
QUARLES HARRIS ET CA	50,00%	6 097 945	6 097 945	0	9 406	6 379	38
RIBIÈRE (SCI LA)	99,00%	476 797	476 797	0	329	79	-15
SCA PETROLE ET DERIVES	90,00%	1 372 012	1 372 012	0	83 917	7 179	9 528
SCCV LOUIS BOUGO	90,00%	6 860	0	1 685	-1 412	0	-29
SECOIA	99,96%	20 456	20 456	0	13 430	3 572	1 735
SILVE	99,98%	84 315	84 315	0	4 772	27 413	1 065
SOCIETE DE DISTRIBUTION MERUVIENNE	99,73%	0	0	1 430	-1 431	0	-30
SOLUPAR	99,94%	50 499	50 499	243	26 011	6 430	2 623
SPR AUTO	62,86%	201 524	201 524	0	NC	NC	NC
SPR EM CENTRE EST et SUD EST	37,46%	241 091	241 091	0	NC	NC	NC
SPR EM CENTRE OUEST SUD OUEST	36,84%	70 000	70 000	0	NC	NC	NC
SPR EM NORD PARIS EST et OUEST	49,68%	640 885	640 885	0	NC	NC	NC
STEPHARO	0,00%	580 572	580 572	0	NC	NC	NC
STIME	100,00%	145 790	145 790	45 657	19 514	221 142	-454
SVA LUSITANA	99,00%	49 552	0	1 659	-1 194	NC	-55
URBIDUMONDE	99,96%	49 980	49 980	670	315	0	-41

NB : Les données des filiales internationales (hors zone euro) sont converties en euros, au taux de clôture.